

# #52

prix 1,50 euro | 55e année | avril-mai 2011

BELGIE-BELGIQUE  
P.B. 1/9352  
BUREAU DE DÉPÔT  
BRUXELLES 7  
P006555  
AVRIL-MAI 2011

# la gauche

## LUTTER POUR GAGNER





- 3 **La résistance accélère, l'urgence aussi**  
*par Sylvia Nerina*
- 4 **Dettes et déficit publics de la Belgique: "Tout est sous contrôle". Vraiment ?**  
*par Olivier Bonfond*
- 5 **Accord Interprofessionnel: Des mobilisations syndicales sans lendemain?**  
*par Denis Horman*
- 7 **Crise politique: Vers un gouvernement d'urgence?**  
*par Thierry Pierret*
- 8 **SETCa Bruxelles-Hal-Vilvorde: La lutte pour la réintégration des 5 continue**  
*par Guy Van Sinoy*
- 9 **Appel à la Résistance sociale: Lutter pour gagner**  
*par Sylvia Nerina*
- 10 **Il y a 140 ans: La Commune de Paris**  
*par Jean-Michel Krivine*
- 11 **Nucléaire: La preuve par Fukushima: pas de nucléaire sans catastrophe**  
*par Daniel Tanuro*
- 15 **DOSSIER: Révolution au Maghreb et au Moyen-Orient**  
**Un tsunami démocratique**  
*par Jean Peltier*
- 16 **Le rôle clé de la classe ouvrière en Tunisie et en Egypte**  
*par Ataulfo Riera*
- 17 **Un coup de pouce pour l'antiracisme**  
*par Jean Peltier*
- 18 **Les femmes en première ligne**  
*par Céline Caudron*
- 19 **A bas le régime de Kadhafi! Non à la guerre impérialiste! Soutien à la révolution libyenne!**  
*Extraits de la déclaration de la LCR sur l'intervention impérialiste en Libye*  
**L'illusion d'une intervention "humanitaire"**  
*par Jean Peltier*
- 20 **Castro et Chavez pataugent face à la révolution arabe: Non, les ennemis de nos ennemis ne sont pas nos amis!**  
*par Ataulfo Riera*
- 21 **Conspirations?**  
*par Ataulfo Riera*
- 22 **Quel avenir pour la révolution arabe?**  
*par Jean Peltier*
- 23 **Film: Made in Dagenham**  
*par Francine Dekoninck*  
**Livre: Rebelles et subversifs de chez nous**  
*par Guy Van Sinoy*

cover  
photomontage: Little Shiva

back cover  
<http://i747.photobucket.com/albums/xx111/abbiegrace2323/gasmask.jpg>



**Ont collaboré à ce numéro:**  
Ataulfo Riera, Céline Caudron, Daniel Tanuro, Denis Horman, Francine Dekoninck, Guy Van Sinoy, Jean-Michel Krivine, Jean Peltier, Little Shiva, Olivier Bonfond, Sylvia Nerina, Thierry Pierret

*La Gauche est le journal bimestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la Quatrième Internationale.*

*Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.*

*Adresse et contact: 20, rue Plantin 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an étranger: 18 € par an*

*A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles n° 001-0728451-57*

*IBAN BE09 0010 7284 5157 BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil e.r. A. Riera**



[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)

photo: Guy Van Sinoy

# La résistance accélère, l'urgence aussi

❖ par Sylvia Nerina

Ce qui se passe en ce moment à Fukushima n'est pas seulement terrible, effrayant, inquiétant et désespérant, c'est aussi profondément injuste. C'est injuste car le risque n'est pas nouveau, c'est injuste parce que les catastrophes font partie de l'histoire du nucléaire et qu'il ne peut en être autrement. Depuis 30 ans, militants, organisations, peuples réclament la sortie du nucléaire, et cette catastrophe de plus ne suffira pas, à elle seule, à faire entendre leur voix.

Ce qu'il se passe en Lybie et au Bahreïn n'est pas seulement terrible, destructeur, inquiétant pour tout le processus révolutionnaire dans la région, c'est aussi injuste. Injuste parce que cela aurait pu être évité. Parce que ce n'est pas le premier film que l'on fait avec ce scénario; le scénario d'un peuple en révolte qu'on laisse acculer par un tyran sans aider les insurgés en les armant pour ensuite voler à leur secours sur le cheval blanc de l'ONU tout en les dépossédant de la liberté de choix qu'ils revendiquent et en les soumettant à un joug nouveau.

Ce qui se passe dans le monde arabe n'est pas seulement magnifique, c'est aussi nouveau. Pourquoi? Parce que tout d'un coup les peuples du Moyen Orient se soulèvent? Parce que les victoires sont venues de l'union des jeunes chômeurs et des travailleurs? Parce que, à chaque fois, l'accumulation des grèves a été un point charnière de la révolution? Non, c'est nouveau parce que ça se passe maintenant. Parce que ce processus révolutionnaire surgit au Maghreb et au Moyen Orient au moment où, dans toute l'Europe, les directions syndicales abdiquent devant l'offensive d'austérité. Les révolutions dans le monde arabe marquent le contraste avec nos propres luttes constamment avortées par une bureaucratie qui refuse de voir dans le combat et la grève le seul moyen de changer de chemin, le seul moyen de ne pas avancer vers la misère programmée que nous ont préparée les capitalistes et l'Union Européenne à leur sa solde.

Là où les vieilles menaces continuent à augmenter d'intensité et où les vieilles recettes de résistance prouvent qu'elles sont les seules efficaces, les peuples européens doivent organiser leur propre réveil, leur propre printemps. A quand des révoltes grecques qui, non seulement se maintiennent dans le temps mais qui en plus font tâche d'huile sur tout le continent? A quand une grève reconductible des travailleurs du métal en Belgique pour protester contre les licenciements dans l'automobile en France? A quand un mouvement ouvrier qui réalise qu'il est composé à moitié de femmes et au tiers d'immigrés de première ou deuxième génération et qui pense unité des travailleurs dans la diversité plutôt qu'unité entre appareils dans l'uniformité bureaucratique?

Nous sommes nombreux, pas eux; ils sont extrêmement organisés, pas nous. La machine capitaliste est une machine de mort et de désespoir dont les bras sont la guerre et l'exploitation et dont les jambes sont le déni de l'humanité et le mépris des équilibres écologiques dont dépend notre vie. Mais c'est une machine et les machines peuvent tomber, s'enrailler, se casser. Seulement, elles ne le font pas toutes seules.

En Europe comme au Moyen Orient et au Maghreb, nous devons nous lever en masse; contre l'austérité injuste qui veut nous faire travailler dans des conditions toujours plus précaires; contre la menace nucléaire que l'on maintient sur nos têtes pour ne pas confisquer les bénéfices magistraux d'Electrabel qui permettraient d'entamer une véritable transition énergétique hors du nucléaire; contre le patronat qui utilise ses valets au pouvoir pour faire payer notre travail par nos impôts et en retirer les bénéfices; pour rappeler à l'ordre des organisations syndicales qui se perdent en jeux de dupes et de pouvoir pendant que nos conditions de travail et notre sécurité d'existence empirent d'heure en heure; contre ce gouvernement anti-démocratique qui décide en affaires courantes de payer l'Europe avec nos vies et de faire la guerre à la Libye. Ce ne sont pas les raisons de lutter qui manquent, mais l'espoir de survivre sans en passer par la lutte.

Partout dans le monde, qui sème la misère récolte la colère, et aujourd'hui, la colère c'est nous. En Europe, comme dans le monde arabe, la peur doit changer de camp. Mais ils ne pourront avoir peur que si nous même n'avons plus peur d'oser. ■



## Dettes et déficit publics de la Belgique

# "Tout est sous contrôle." Vraiment?

par Olivier Bonfond

**Certains économistes, repris avec enthousiasme par nos politiciens, affirment que la Belgique serait aujourd'hui dans une situation bien meilleure que les pays les plus fragilisés d'Europe comme l'Irlande, la Grèce, l'Islande ou le Portugal et qu'elle serait à l'abri d'une attaque spéculative sur sa dette publique. Est-ce si sûr?**

A l'instar de nombreux pays capitalistes développés, les déficits publics et la dette publique belge ont très fortement augmenté suite à la crise capitaliste internationale qui a explosé en 2008.

### Du discours rassurant...

La dette belge est ainsi passée de 84,2% du produit intérieur brut (PIB) en 2007 à 89,6% en 2008, 96,2% en 2009, 97,2% en 2010, et celle-ci devrait se rapprocher très fort des 100 % du PIB en 2011. En valeur absolue la dette publique belge a augmenté de 44.1 milliards d'euros, passant de 282.1 milliards d'euros en 2007 à 326.3 milliards d'euros en 2009.

Rappelons d'abord que sur ces 44 milliards d'augmentation, plus de 20 milliards proviennent du sauvetage financier réalisé par les pouvoirs publics belges en 2008-2009. En effet, fin 2008, en Belgique, trois grandes banques (Fortis, Dexia et KBC) et un assureur (Ethias) ont subi de plein fouet la crise financière internationale. Pour leur venir en aide, le gouvernement Leterme a injecté dans ces banques un montant de 20,64 milliards d'euros. Comment ont-ils financé cette opération de sauvetage? En émettant de nouveaux titres de la dette publique.

Mais alors que le niveau d'endettement des autres pays en difficultés a explosé, la Belgique aurait réussi à maîtriser rapidement l'augmentation de sa dette et ferait donc partie des "bons élèves".

En ce qui concerne les déficits, le discours est le même. Pour rappel, la limite fixée par l'Europe est un déficit de 3% du PIB. Suite à la crise financière, presque

tous les pays ont dépassé ce seuil. Sous pression des marchés financiers et des agences de notation qui agitent la menace d'une dégradation de leur note, les gouvernements européens se sont engagés à revenir à un niveau raisonnable pour 2015 en mettant en place des budgets d'austérité. La Belgique, dans son dernier Programme de Stabilité 2009-2012, s'est engagée à revenir progressivement vers l'équilibre budgétaire à l'horizon 2015, tout en atteignant un déficit de 3% du PIB dès 2012.

Alors que l'Allemagne et les Pays-Bas ont vu leur déficit public se détériorer en 2010 par rapport à 2009, le déficit public belge s'est amélioré de 1,2%, passant de 6% en 2009 à 4,8% en 2010. Ces chiffres permettent au gouvernement belge d'affirmer que la Belgique a commencé la consolidation de ses finances publiques plus tôt que la plupart des autres pays de la zone euro. La situation belge serait sous contrôle.

### ...à l'inquiétante réalité

Il convient de rester très prudent quant aux perspectives d'endettement à moyen terme de l'Etat belge.

**Premièrement**, il ne faut pas oublier que la Belgique partait d'un niveau de dette plus élevé que la moyenne européenne.

**Deuxièmement**, cette augmentation "maîtrisée" pour la période 2011-2015 s'exprime en proportion du PIB. Or l'hypothèse sur laquelle est construit le scénario gouvernemental est que la croissance économique est revenue. Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance économique de la Belgique serait de l'ordre de 1.8% en 2011, soit une croissance supérieure à la moyenne européenne. Pourtant, pour bon nombre d'économistes, le retour d'une nouvelle crise et d'un retour à une récession économique est loin d'être improbable, notamment parce que le secteur financier belge est loin d'être assaini



et que, dans le cadre d'un système bancaire international fortement interconnecté, des tensions ou déstabilisations dans d'autres pays ne manqueront pas de toucher l'économie belge. Dans le cas où le PIB belge augmenterait moins que prévu voire diminuerait, cela entraînerait automatiquement, même dans le cas d'une politique d'austérité budgétaire, une forte augmentation des déficits publics et donc du niveau d'endettement.

**Troisièmement**, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'une nouvelle crise financière pour le secteur financier belge. Cela aurait des conséquences énormes sur les finances publiques, impliquant éventuellement un nouveau plan de sauvetage nécessitant des nouveaux emprunts de plusieurs milliards. Sans oublier non plus qu'en plus de ses apports en argent frais, les pouvoirs publics ont accordé aux banques différents types de garanties pour un montant non pas de 25 milliards d'euros comme l'on a souvent entendu dans les médias mais de 68 milliards d'euros. Jusqu'à présent non mises en œuvre et donc non enregistrées dans les dépenses de l'Etat, ces garanties sont toujours d'actualité et pourraient refaire surface.

**Quatrièmement**, début 2011, les trois grandes agences de notation (Standard & Poors, Moody's et Fitch) ont fait savoir au gouvernement belge qu'une dégradation

de la note belge pourrait se confirmer, notamment si un gouvernement ne se crée pas rapidement, ou si les protestations sociales se multiplient. Ces protestations sociales, pourtant absolument légitimes, ont l'art de rendre les marchés financiers "nerveux", c'est-à-dire prêts à utiliser tous les outils dont ils disposent (dégradation de la note, menace des fuites de capitaux ou délocalisations, attaques spéculatives sur la dette, ...) pour que leurs profits ne soient pas menacés. Pour rappel, plus la note d'un pays est faible, plus les taux d'intérêt sur ses emprunts futurs augmentent...

Bref, sous des apparentes "bonnes nouvelles", la Belgique ne maîtrise rien du tout. Au contraire, elle reste fortement soumise aux pressions des créanciers et des menaces sérieuses pèsent quant à une augmentation supplémentaire très forte son endettement.

### Changer de cap

Depuis maintenant 30 ans, la Belgique a mis en place des politiques fiscales et budgétaires visant en priorité à satisfaire les intérêts des capitalistes. D'une part, en

s'endettant et en rémunérant les créanciers avec des hauts taux d'intérêt: entre 1982 et 2007, c'est plus de 500 milliards d'euros que les pouvoirs publics belges ont payé aux créanciers uniquement en intérêts de la dette. D'autre part, en privilégiant des politiques fiscales en faveur des riches qui amputent les recettes publiques et empêchent l'Etat d'assumer ses obligations, à savoir améliorer les conditions de vie de sa population en concrétisant des politiques socialement utiles et respectueuses de la nature. Doit-on rappeler que 50 grandes sociétés belges ont payé en 2009, via les différentes déductions fiscales existantes, un impôt moyen de 0.57% et non de 33,99%, taux officiel de l'impôt des sociétés, grevant les recettes publiques de pas moins de 14.3 milliards d'euros.

Il faut en finir avec le chantage de la dette publique et affirmer que son annulation est non seulement possible et souhaitable, mais qu'elle doit s'imposer comme une urgence sociale et un choix politique. La très grande majorité des créanciers étant des grandes institutions financières, une annulation de la dette

publique belge ne serait pas préjudiciable aux travailleurs et aux personnes à faible revenu. Au contraire, elle serait doublement bénéfique: faire payer les responsables de la crise et libérer des ressources pour améliorer le bien-être de la population. ■

Source: OCDE (Perspectives économiques n°88, nov. 2010)

Les garanties d'Etat désignent une série de mécanismes par lesquels les pouvoirs publics belges se portent garants des engagements des banques du Royaume.

Source: Cour des comptes; Rapport de suivi adopté le 22 décembre 2010 par l'assemblée générale de la Cour des comptes; "Impact de la crise financière et des mesures d'aide sur la gestion de la dette publique et sur l'évolution des finances publiques"

Source: Site de la banque nationale de Belgique: [www.nbb.be/belgostat/PresentationLinker?TableId=756000042&Lang=F](http://www.nbb.be/belgostat/PresentationLinker?TableId=756000042&Lang=F) <http://www.nbb.be/belgostat/PresentationLinker?TableId=756000042&Lang=F> <http://frerealbert.be/fiscalite/impt-des-socits/50-socits-143-milliards-de-ristournes-fiscales/>

## Accord interprofessionnel

# Des mobilisations syndicales sans lendemain?

par Denis Horman

**Après le rejet du projet d'Accord Interprofessionnel (AIP) par la FGTB (à 75% des votes), et la CGSLB libérale (à 55%) et son acceptation par la CSC (à 68%, les centrales des employé-e-s, CNE et LBC, votant contre), le gouvernement Leterme a imposé un AIP 2011-2012, légèrement reloué.**

La présidente de l'Union des Classes Moyennes (UCM), se faisant l'écho du monde patronal, a déclaré "Une vraie réussite! L'AIP n'impose aucune charge nouvelle aux entreprises: ni fiscale, ni parafiscale, ni administrative, ni en matière de formation. Il maintient toutes les déductions, aide à l'embauche et à l'emploi existantes". Et elle ajoute: "Dans les années 70, la négociation de l'accord

interprofessionnel se limitait à l'examen d'une liste de revendications syndicales. Les temps ont bien changé. Les besoins des entreprises sont prises en compte".

### Les raisons d'un rejet

Le préaccord entre patrons et directions syndicales, puis l'AIP "relooké" par le gouvernement ont suscité de larges mobilisations, à l'initiative de la FGTB<sup>2</sup>.

Le gouvernement "en affaires courantes" a confirmé un des points les plus "explosifs" du préaccord qui, faut-il le rappeler, avait été signé par les négociateurs syndicaux: l'imposition d'une marge salariale scandaleuse de 0,3% d'augmentation en... 2012, alors que les 20 principales sociétés établies en Belgique (reprises dans l'indice boursier Bel 20) ont engrangé, au total pour 2010, plus de 17

milliards d'euros de bénéfices, soit 37,4% de plus qu'en 2009. "Cette augmentation de 0,3%, cela représente trois pains par mois, à condition de gagner 2000 euros nets par mois"<sup>13</sup>. Et, pour le gouvernement, cette norme salariale reste impérative: pas de liberté de négocier dans les secteurs où les entreprises qui se portent très bien.

Le gouvernement a fait un geste pour le salaire minimum interprofessionnel garanti: une augmentation de 10 euros net par mois (donc sans contribution à la sécurité sociale) et financée, non par le patronat, mais par une réduction d'impôt (cela en moins pour le budget de l'Etat!).

Oubliée l'harmonisation des statuts ouvriers-employés! Le gouvernement a opéré un léger correctif au préaccord initial: faible hausse de la durée du préavis pour les ouvriers et adoucissement de la



réduction du préavis des employés. Avec en toile de fond le feu vert au chômage technique et aux licenciements, avec des préavis, en grande partie à charge de la sécurité sociale!

Pour être de bon compte, les directions syndicales - en particulier la CSC pour faire avaler l'AIP - ont souligné l'adaptation des allocations sociales au bien-être: des augmentations qui iront de 0,70% à 2%! Une aumône! Et encore, pour certaines, il faudra attendre 2012. Et on a préservé l'indexation des salaires. Mais jusqu'à quand?

### Mobilisations syndicales: force, faiblesse, obstacles!

Les négociations patronat-syndicats pour un Accord interprofessionnel de deux ans dans le privé mettent en lumière la solidarité et la mobilisation syndicale interprofessionnelle pour revendiquer et imposer, pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur privé, ainsi que pour les allocataires sociaux, des revendications qui ne pourraient être obtenues, surtout dans les entreprises où l'organisation syndicale est quasi absente ou trop faible. Ce socle de revendications est un minimum légitime et indispensable. Rappelons, qu'aujourd'hui, les 3/4 des

travailleurs-euses gagnent moins de 1600 euros nets par mois. Aujourd'hui, travailler au salaire minimum, c'est avoir 1150 euros net par mois. Plus de 100.000 travailleurs sont à ce niveau-là. Et environ 400.000 sont à peine plus haut<sup>4</sup>. De même, 60% des pensions légales sont inférieures à 1000 euros brut par mois.

La journée de mobilisation nationale du 4 mars, précédée de mobilisations et grèves tournantes dans les régions, fut globalement un succès qui traduit bien la montée du ras-le-bol et de la colère sociale. Elle illustre bien ce potentiel syndical, même s'il fut fortement limité par la division entre la CSC et la FGTB, et au sein même de la FGTB, avec l'attitude passive de la CGSP et l'absence de mot d'ordre officiel de grève de 24 heures par la direction nationale de la FGTB.

En l'absence d'un cahier de revendication précis, chiffré, élaboré et débattu largement dans les structures syndicales, les instances syndicales sont venues à la table de négociations, sans mandat précis, dans une attitude déjà défensive. "Sans doute, depuis le milieu des années 1980, le patronat présentait-il déjà des demandes de limitation de l'indexation, de modération salariale et de transfert vers l'Etat des coûts résultant des accords.

*L'accord proposé à présent va plus loin. Il est ressenti par la base syndicale comme un compromis à partir des seules revendications patronales*<sup>5</sup>.

Lors de la discussion et la décision gouvernementale sur l'AIP, les médias ont mis en lumière les contacts discrets menés par la ministre CDH de l'Emploi, Joëlle Milquet avec la direction de la CSC, ainsi que par Laurette Onkelinx, ministre PS des Affaires sociales, avec la direction de la FGTB, pour en appeler au "sens des responsabilités" des syndicats et à la paix sociale. Comme le rappelait encore dernièrement le président du Parti socialiste, Elio Di Rupo: "On doit dire aux gens: il faut de la rigueur"<sup>6</sup>.

### Lutter pour gagner

Les mobilisations contre l'AIP laissent un goût amer. Une fois de plus, nombreux sont les travailleurs et les syndicalistes qui se sentent floués.

Et l'offensive continue. "Aujourd'hui", comme le soulignent d'ailleurs les directions syndicales, tant CSC qu'FGTB, "c'est l'Europe des banquiers, des patrons et des actionnaires, qui organise le recul social, chez nous et partout". En se taisant toutefois sur le rôle des gouvernements de "gauche" comme de droite, qui légifèrent sur ces plans d'austérité.

"Nous ne nous contenterons plus de manifestations-promenades et de grèves d'avertissement sans lendemain"; c'est ce que disent aujourd'hui de plus en plus de travailleurs, de syndicalistes<sup>7</sup>.

Construisons la solidarité et l'unité syndicale à la base pour imposer aux sommets syndicaux une plate-forme de lutte en front commun syndical interprofessionnel, pour créer un rapport de force à la hauteur des enjeux, pour aller jusqu'au bout, jusqu'à la grève générale, à partir d'un plan d'action offensif. ■

1. Union et action, Magazine de l'UCM, n°26, 21 janvier 2011.

2. Site de la LCR ([www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)): articles sur l'AIP.

3. Syndicats, n°5, 11 mars 2011. Point de vue, FGTB Centrale Générale.

4. Thierry Bodson, sec. Général de la FGTB Wallonne, in La Meuse, 1/3/2011.

5. Mateo Alaluf, Accord interprofessionnel: la concertation sociale au tournant, in revue Politique.

6. Le Soir, 11 mars 2011.

7. Appel à la résistance sociale:

[www.resistancesociale.be](http://www.resistancesociale.be)

## Crise politique

# Vers un gouvernement d'urgence?

✦ par Thierry Pierret

**Le négociateur royal et président du CD&V, Wouter Beke a beau multiplier les rencontres, rien ne semble avancer. Tous les partis affirment vouloir arriver à un accord substantiel. Mais l'impatience grandit dans les états-majors des partis face à la stagnation politique.**

Les principaux partis ont certes déclaré - parfois avec emphase - qu'ils ne voteraient pas la dissolution anticipée des chambres. Ce volontarisme affiché visait avant tout à forcer une éclaircie dans les lourds nuages qui planent sur les négociations en cours. La N-VA s'est empressée d'y répondre par un ultimatum: s'il n'y a pas d'accord d'ici la fin avril, elle quittera la table des négociations. Or, les négociations proprement dites n'ont toujours pas commencé. Il n'y a même pas d'accord sur la méthode de négociation (faut-il découpler ou non les négociations sur la réforme de l'Etat de celles sur la formation du gouvernement?). Et pas davantage sur la composition du futur gouvernement s'il voit jamais le jour.

### Des affaires courantes très élastiques

Loin de toute cette agitation, le gouvernement a bouclé le budget 2011 dans les temps. Il devait le faire avant la fin avril pour remplir ses obligations envers l'Union européenne. Non seulement il est dans les temps, mais il a réduit le déficit budgétaire de 4,1% à 3,5% du PIB, soit mieux que ce qu'exigeait la Commission européenne. Les dividendes des obligations détenues par l'Etat (notamment BNP-Paribas-Fortis) ont été juteux et le rendement de l'impôt a été meilleur que prévu grâce à un début de reprise économique. En effet, le rendement de l'impôt croît proportionnellement plus que le PIB. On appelle ça l'élasticité de l'impôt.

On pourrait aussi bien parler de l'élasticité de la notion d'affaires courantes que le gouvernement est censé expédier.

Or, la confection du budget est l'acte central d'un gouvernement qui engage l'avenir... Imposer une norme de croissance des salaires ainsi qu'une ébauche d'harmonisation des statuts ouvrier et employé en l'absence d'accord interprofessionnel (rejeté par deux syndicats sur trois)



fait apparemment aussi partie des affaires courantes. De même que l'entrée en guerre - d'après les termes mêmes du Ministre de la Défense - contre la Libye.

### Un gouvernement sans la N-VA?

L'élasticité du concept a quand même des limites. Rien ne dit que les conditions favorables de 2011 se répèteront en 2012. Même si c'était le cas, les économies de bout de chandelle ne permettraient pas d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2015 tel que l'exige la Commission européenne. Il s'agit rien moins que d'économiser entre 22 et 25 milliards d'euros d'ici là. Pour y arriver, il faut des mesures structurelles qui, même avec beaucoup de créativité, ne peuvent se faire dans le cadre des affaires courantes.

Le président du VLD, Alexander De Croo, ne s'y est pas trompé: "Mais c'est

un budget de gestion, pas un budget d'austérité. Ce budget n'a rien de structurel. On fait le nécessaire. Point."<sup>1</sup> Plus loin, il ajoute: "Allons-y, il est grand temps. Dans certains pays européens, on discute déjà d'une deuxième réforme des pensions. Nous n'avons toujours pas exécuté la première."<sup>2</sup> De Croo craint que la campagne électorale pour les élections communales d'octobre 2012 ne vienne télescoper les négociations en cours.

L'ultimatum de la N-VA, s'il était mis à exécution, pourrait offrir une issue temporaire à la crise politique. Les partis flamands - surtout le CD&V - ont toujours dit qu'ils n'iraient pas dans un gouvernement sans le premier parti de Flandre, la N-VA. En se retirant d'elle-même, elle pourrait leur offrir une porte de sortie. La voie serait alors libre pour la formation d'un gouvernement d'urgence, un gouvernement de plein exercice qui mettrait en œuvre un plan d'austérité comparable à ce qui se fait ailleurs en Europe. Mais les partis en lice devront au préalable engranger un accord communautaire minimal (BHV, statut de Bruxelles et loi de financement). Même sans la N-VA, ce ne sera pas une mince affaire.

Sinon, et quoiqu'en disent aujourd'hui les dirigeants de partis, c'est la perspective d'élections anticipées qui s'imposera.

### Résistance sociale

Les actions syndicales actuelles contre l'AIP et les velléités de détricoter l'index doivent passer à la vitesse supérieure. Il faut élaborer un calendrier d'action contre les mesures d'austérité qui vont nous tomber dessus sans craindre de froisser les "amis politiques" au PS et au CD&V. C'est pourquoi LCR a lancé un appel à la résistance sociale (voir page 9) et soutiendra toutes les initiatives allant dans le même sens. ■

1. La Libre Belgique des 19 et 20 mars 2011

2. Idem



photo: Jean Peltier



SETCa Bruxelles-Hal-Vilvorde

# La lutte pour la réintégration des 5 continue

✦ par Guy Van Sinoy

**Le 3 septembre 2010 les 5 secrétaires syndicaux du secteur Industrie du SETCa Bruxelles-Hal-Vilvorde (Eric Van der Smissen, Bernadette Mussche, Hendrik Vermeersch, Ria Cerulis et Martin Willems) ont été licenciés en bloc pour "faute grave" par le Secrétariat fédéral du SETCa.**

Ce licenciement est illégal car rien dans le comportement des 5 licenciés ne permet de justifier une quelconque faute grave. De nombreuses protestations ont d'ailleurs fusé des rangs syndicaux et des milieux universitaires pour dénoncer le caractère arbitraire et illégal de ce licenciement. En se cramponnant à la position qu'ils ont arrêtée en septembre dernier, les principaux dirigeants du SETCa fédéral, en particulier Edwyn De Deyn et Myriam Delmée, se comportent comme de vulgaires patrons "voyous" qui licencient des délégués syndicaux jugés trop combatifs.

## Une mobilisation qui tient bon

Au-delà de la bataille pour la réintégration des 5 camarades, ce combat est crucial car l'attitude du secrétariat fédéral du SETCa jette un discrédit sur toute la FGVB. Comment, en effet, combattre les licenciements arbitraires de délégués syndicaux dans les entreprises si

les dirigeants fédéraux du SETCa montrent le mauvais exemple?

La lutte continue cependant. D'abord parce que les secrétaires arbitrairement licenciés continuent à militer syndicalement et gardent le contact avec les délégations syndicales de leur secteur et se rendent notamment dans les entreprises pour seconder les délégués syndicaux confrontés aux restructurations et aux pressions patronales. Ensuite parce que la mobilisation continue lors de toutes les réunions du Comité exécutif SETCa BHV, seule instance qui a les pouvoirs de démettre les 5 du mandat syndical pour lequel ils et elles ont été élus/es. Lors de chaque réunion mensuelle du Comité exécutif du SETCa BHV, des dizaines de militants syndicaux se pressent aux portes pour exiger la réintégration.

Le 26 janvier, s'est tenu une assemblée générale "services" du SETCa BHV. Elle réunissait les délégués SETCa des entreprises de services de la région Bruxelles Hal-Vilvorde (commerce, finances, industrie et non-marchand). Cette assemblée a exigé, contre l'avis du dirigeant fédéral présent à la réunion, de discuter de l'affaire des 5 permanents licenciés. Elle a exigé d'entendre deux des permanents concernés qui distribuaient des tracts à l'entrée. Suite à leurs explications, aux questions et réponses, et après avoir entendu également des permanents soutenant la décision du fédéral, l'assemblée a adopté à l'unanimité des délégués présents (plus de 50 délégués) une motion exigeant la réintégration des permanents licenciés.

## Rejeter un comportement de type patronal

D'autre part, Mateo Alaluf, universitaire de haut vol en sociologie du travail, a épinglé de manière très pertinente la direction fédérale du SETCa en écrivant dans la revue *Politique*:

*"La décision de licencier, en court-circuitant les instances qui ont mandaté les 5 secrétaires permanents du secteur industrie du SETCa, revêt une portée considérable. Dès lors qu'il se comporte de la sorte vis-à-vis de ses permanents, quelle légitimité peut encore avoir le syndicat pour s'opposer dans les entreprises aux licenciements arbitraires dont sont victimes chaque jour des salariés et des délégués syndicaux? Peut-on tenir un discours dans les entreprises alors qu'à l'intérieur de l'organisation ce discours est démenti par ses propres pratiques?"*

*Le patronat pourrait aussi se saisir de ce précédent, comme il vient de le faire dans le cas des violences et harcèlements dans l'entreprise Mac Tac. L'inconduite de délégués a servi de prétexte à la Fédération des entreprises de Belgique pour remettre en cause les protections des délégués syndicaux. Des pratiques syndicales qui conduisent à banaliser le licenciement pour faute grave sont du pain béni pour fragiliser encore le droit du travail.*

*La tutelle du SETCa de BHV pourrait aussi saisir l'occasion pour régler le différent et permettre aux militants licenciés, sans perdre la face, de poursuivre leur activité syndicale. Un tel dénouement est improbable dans une entreprise privée. Il se conclut en général par le licenciement des salariés au prix d'indemnisation des victimes. La réintégration n'est-elle pas au contraire une revendication syndicale? Ce serait l'occasion de montrer que le syndicat ne se comporte pas comme les patrons qu'il est amené à combattre et peut résoudre ses conflits sans user de brutalité. Il se sortirait ainsi grandi d'un conflit qui risquerait sinon de le ronger en profondeur. Agir de la sorte conduirait à débanaliser des pratiques de licenciement que les patrons s'efforcent précisément de banaliser".* ■

photo: Guy Van Sinoy

la Quatrième Internationale

# Lutter pour gagner

✦ par Sylvia Nerina

**L'accord interprofessionnel fait peur, et pas sans raison. Les futures mesures d'austérité font peur, et pas sans raison. Se retrouver sans travail dans un contexte pareil fait peur, et pas sans raison.**



Les travailleurs ne sont pas des lâches, ni de simples individualistes. La plupart d'entre eux savent bien que la lutte est le seul chemin qui les écarte de la misère programmée qui se trouve en face.

Pourquoi alors est-il alors difficile de mobiliser et de déclencher la grève générale, seul moyen de pression réel des travailleurs sur les patrons et les gouvernements aux ordres? Peut-être parce que la confiance dans les organisations n'y est plus?

Les organisations syndicales sont un outil, une arme qui a le pouvoir de faire courber le dos à l'arrogance patronale. Mais elles ne mobiliseront que si elles défendent clairement et prioritairement les intérêts de tous les travailleurs. A force de jeux de pouvoir, de guerres d'influence, trop de travailleurs ont perdu des journées de travail et parfois mis leur situation en péril pour des manifestations sans lendemain qui n'ont pas changé la donne. Pour que la lutte redevienne la priorité des travailleurs et pour que les organisations syndicales servent les travailleurs et pas le contraire, un Appel à la Résistance sociale circule et a déjà été signé (au 31 mars) par 750 personnes de tous les secteurs. ■

## APPEL À LA RÉSISTANCE SOCIALE

**Nous en avons marre** de ce patronat tout puissant qui baigne dans les profits, ne paie pas d'impôts, nous fait crever, bloque nos salaires et saccage la planète.

**Nous en avons ras-le-bol** d'être employables, exploitables, jetables, intérimables.

**Nous sommes révolté-e-s** par ces banquiers qui ont pleuré pour être sauvés par la collectivité et veulent maintenant que nous bouchions le trou de 25 milliards dans le budget de l'État.

**Nous en avons assez** de ces partis qui s'enflamment sur BHV mais se couchent devant "les marchés" pour imposer encore plus d'austérité – par la porte fédérale ou par la fenêtre régionale.

**Nous refusons le nationalisme** tout comme les dérives autoritaires du type "gouvernement d'urgence" au service des patrons.

**Nous refusons cette Europe du capital** qui démolit les droits sociaux.

**Nous sommes inquiet-e-s** pour nos pensions, notre sécurité sociale, l'indexation de nos salaires et de nos allocations, nos services publics.

**Nous voulons un changement de cap radical:** le respect, la solidarité et l'égalité, des conditions de travail et de vie dignes.

**Nous savons que nous devons lutter,** comme nos grands-parents ont lutté.

### C'est le moment. Nous savons ce que nous voulons.

Nous voulons que la peur change de camp. Nous voulons lutter pour gagner. Nous savons que la lutte sera longue. Nos ennemis sont puissants et ils nous ont divisés. Mais nous sommes nombreux.

Les peuples de Tunisie et d'Égypte nous rappellent qu'il est possible de résister ensemble, de s'organiser et de gagner des batailles.

Nous, signataires, nous nous engageons à diffuser ce Manifeste et à agir conformément à ses principes, à tous les niveaux, avec les moyens dont nous disposons.

### Les petits ruisseaux feront les grandes rivières.

Ce n'est qu'unis et déterminés dans la résistance que nous ferons entendre la voix des travailleurs.

### Nous voulons

**1) que les syndicats remplissent leur rôle et retrouvent leur place: dans la rue, sans s'inquiéter de gêner leurs "amis" politiques;**

**2) que les syndicats organisent en front commun une opération vérité sur ce qui a été volé aux travailleurs et les conséquences sur leurs vies;**

**3) nous ne nous contenterons plus de manifestations-promenades et de grèves d'avertissement sans lendemains. Nous voulons un plan d'action pour des mesures anticapitalistes d'urgence, sociales et écologiques.**

### Pour signer cet appel en ligne: [www.resistancesociale.be](http://www.resistancesociale.be)

Quelques uns des signataires actuels:

Martin Willems (SETCa – Industrie); Jean Marie

Piersotte (Ancien permanent national CNE);

Julien Uyttebroek (Non-marchand, délégué CPPT

FGTB); Marc Vanfrachem (Délégué principal

ABVV/FGTB - Jaga NV); Marianne Blume

(enseignement); Gérald Renier (Étudiants

FGTB – ULB); Freddy Bouchez (Education

permanente-défense chômeurs FGVB/Centre);

Michel Capron (Pensionné CNE); Michèle Debaen

(CGSP/ALR); Anne Gayet (Grand magasin

Carrefour); Najib Chairi (Artiste); José Garcia

(Logement); Bernadette Peeterbroeck (CNE aide

sociale)... ■



HASTA LA VICTORIA SIEMPRE LA LUTTE CONTINUE!



Il y a 140 ans

# La Commune de Paris

✦ par Jean-Michel Krivine

**En mars 1871, Paris vivait sa Commune. Retour sur une belle page d'histoire, peu traitée dans les manuels scolaires mais porteuses de leçons toujours actuelles.**

En 1871, l'empereur Napoléon III règne depuis son coup d'Etat du 2 décembre 1851. Peu à peu lâché par ses soutiens, il se lance en 1870 dans une guerre contre la Prusse, dans l'espoir de raffermir son pouvoir. Mais son armée est battue et capitule à Sedan et lui-même est fait prisonnier. A cette nouvelle, le peuple parisien se soulève et la République est proclamée le 4 septembre, avec la volonté de "chasser l'invasisseur prussien". Un gouvernement bourgeois de la "Défense nationale" est constitué, alors que Paris subit un siège terrible. Le 8 février 1871 est élue une Assemblée nationale composée en grande majorité de notables conservateurs représentant les "ruraux". Elle siège à Bordeaux et élit Thiers chef du pouvoir exécutif. Celui-ci se rend à Versailles pour négocier la capitulation avec le chancelier allemand Bismarck (elle est signée le 26 février).

A Paris, la Garde nationale regroupe tous les hommes valides (170.000 hommes). Ils sont bien armés, disposent de centaines de canons et ont des chefs élus. Inquiet devant leur farouche volonté de résistance, Thiers veut s'emparer des canons regroupés à Montmartre. La manœuvre échoue et la journée du 18 mars voit le début de la révolte populaire: peuple et soldats fraternisent, le gouvernement s'enfuit à Versailles accompagné par une troupe démoralisée.

Le pouvoir est provisoirement pris en mains par le Comité central de la Garde nationale, qui le cède rapidement à un conseil municipal régulièrement élu: le Conseil général de la Commune voit ainsi le jour le 28 mars. Sur 90 élus (dont 25 ouvriers), la majorité sont des révolutionnaires de diverses tendances, des plus modérés rêvant d'une révolution seulement politique aux militants de l'Association Internationale des Travailleurs (qu'anime notamment Karl Marx).



## Des mesures sociales, modernes et révolutionnaires

Insurrection populaire devenue en quinze jours une véritable révolution sociale, la Commune a pris de nombreuses mesures sociales exemplaires: remise des loyers; suppression du travail de nuit chez les boulangers; interdiction des amendes et des retenues sur salaire dans les ateliers et les administrations; enseignement obligatoire, laïque et gratuit avec intégration de l'instruction professionnelle; recensement des fabriques abandonnées afin de les remettre à des coopératives ouvrières. Ainsi que des mesures à portée hautement symbolique: suppression de l'armée permanente, remplacée par la Garde nationale dont tous les citoyens doivent faire partie; élection et révocabilité de tous les responsables dans l'administration, la justice, l'enseignement et la Garde nationale; limitation du traitement des employés de la Commune à celui d'un ouvrier; séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Deux aspects essentiels mettent en évidence la "modernité" de la Commune: la question des femmes et celle des étrangers. Les femmes ont pris une part massive aux mobilisations et se sont organisées en comités de quartier. Quant aux étrangers, ils ont été des centaines à participer à la Commune et plusieurs d'entre eux ont occupé des postes de direction: les meilleurs généraux étaient polonais (Dombrowski et Wroblewski) et le ministre du Travail fut un Juif hongrois, ouvrier bijoutier, Léo Frankel.

Un tel bouleversement ne peut évidemment être toléré par la bourgeoisie. Thiers va organiser l'assaut contre la Commune. L'écrasement de celle-ci par les armées de Versailles commence le 21 mai par la "Semaine sanglante", le plus effroyable massacre pratiqué par un pouvoir aux abois, désireux de se venger et d'écraser pour longtemps la classe ouvrière. Il fera plus de 20.000 morts et des milliers de condamnés et déportés outre-mer.

## Faiblesses et leçons

De ces 72 jours, Marx, Engels, Lénine, Trotsky ont tiré de nombreuses leçons. Tous sont d'accord pour souligner la principale faiblesse de la Commune: les limites de la spontanéité des masses. Faute de vision claire sur la voie à prendre, leur fantastique essor s'est accompagné d'une tendance à s'arrêter en chemin et à se contenter des premiers succès. Marx s'est vu renforcé dans son idée que l'Etat bourgeois ne peut être simplement réformé mais qu'il doit être brisé et remplacé par d'autres institutions. La Commune avait commencé à le faire mais très timidement et elle a été brisée dans son élan par les Versaillais, représentants de cet Etat bourgeois à qui les attermolements de la Commune avaient donné la possibilité de se reconstituer.

Enfin, ce qui est peut-être la leçon essentielle de la Commune a été confirmé par toutes les expériences révolutionnaires ultérieures. Jamais, nulle part, une insurrection populaire spontanée n'est parvenue à renverser le régime capitaliste et à assurer le pouvoir des travailleurs. Des organisations révolutionnaires bien préparées sont indispensables. ■

Image tirée du film La Commune de Peter Watkins (2000)

photo: Denis Horman

# La preuve par Fukushima: pas de nucléaire sans catastrophe

✦ par Daniel Tanuro

**Il s'est produit ce qui devait se produire: un nouvel "accident" nucléaire majeur. A l'heure où ces lignes sont écrites, il n'est pas encore certain qu'il prendra les dimensions d'une catastrophe semblable à celle de Tchernobyl, mais le risque est très grand. De toute manière, catastrophe de grande ampleur ou pas, la preuve est une nouvelle fois fournie que cette technologie ne pourra jamais être sûre à 100%. Les risques sont à ce point effrayants que la conclusion coule de source: il faut impérativement sortir du nucléaire, et en sortir le plus rapidement possible.**

C'est la première leçon à tirer de Fukushima, mais son application soulève des questions sociales et politiques absolument fondamentales, nécessitant un véritable débat de société, une alternative à la civilisation capitaliste de la croissance infinie.

## Une technologie dangereuse

Windscale en 1957, Three Mile Island en 1979, Tchernobyl en 1986, Tokai Mura en 2000, et maintenant Fukushima. La liste des accidents nucléaires continue de s'allonger. Il ne peut tout simplement pas en être autrement. Il n'est pas nécessaire d'être docteur en physique pour le comprendre.

Une centrale nucléaire fonctionne un peu sur le mode d'une bouilloire électrique. La résistance dans la bouilloire correspond aux barres de combustibles dans la centrale. S'il n'y a pas d'eau dans la bouilloire et que la résistance chauffe, il y a un problème.

Même chose dans la centrale: les barres de combustible doivent baigner en permanence dans l'eau qu'elles font bouillir. La vapeur produite fait tourner des turbines qui produisent l'électricité. La centrale consomme donc de grandes quantités d'eau dont la circulation est assurée par des pompes.

Si les pompes tombent en panne, l'eau vient à manquer, les barres surchauffées se dégradent, et la chaleur produite par la réaction est telle que les barres fondent et tombent sur le fond de la cuve (qui correspond à l'enveloppe de la bouilloire). Cette cuve à son tour est enfermée dans une double enceinte de sécurité: le réacteur dont tout le monde connaît la silhouette extérieure, qui est caractéristique. Si cette enceinte ne résiste pas à la chaleur intense des barres en fusion et qu'elle se fissure, la radioactivité est lâchée dans l'environnement, avec toutes les conséquences mortelles qui en découlent.

## Une technologie fragile

La réaction qui se produit dans une centrale est une réaction en chaîne: on bombarde des noyaux d'uranium avec des neutrons; en absorbant un neutron, un noyau d'uranium se scinde en deux (fission) et libère une grande quantité d'énergie (énergie atomique); en même temps, il libère d'autres neutrons et chacun de ceux-ci peut entraîner la fission d'un autre noyau d'uranium. Une fois que la réaction est lancée, elle continue donc toute seule.

Le seul moyen de la contrôler, et de contrôler la température, consiste à insérer, entre les barres de combustible, d'autres barres constituées d'éléments capables d'absorber les neutrons sans entraîner une fission de la matière. On peut ainsi refroidir le cœur du réacteur. Mais ce refroidissement prend un certain temps. Pendant ce temps, les barres de combustible doivent continuer à baigner dans l'eau, sans quoi elles risquent de surchauffer. Les barres usagées doivent être noyées également, sans quoi elles surchauffent et libèrent de la radioactivité. C'est pourquoi on les stocke plusieurs années dans des "piscines".

Les partisans du nucléaire répètent sans relâche que le dispositif est extrêmement sûr, notamment parce que, en cas



de défaillance du réseau électrique, les pompes peuvent être alimentées en énergie grâce à des groupes électrogènes. L'accident de Fukushima montre que ces propos rassurants ne valent pas grand-chose. Du fait du tremblement de terre, les centrales ont déclenché automatiquement des dispositifs de sécurité, comme prévu. Mais il n'y avait plus de courant pour actionner les pompes. Les groupes électrogènes auraient dû se mettre en route, malheureusement ils étaient hors d'usage, noyés par le tsunami.

L'eau de refroidissement étant insuffisante, les barres de combustible ont été dégagées sur une hauteur d'un mètre quatre-vingt à plus de trois mètres (sur une hauteur totale de 3,71 mètres), selon les réacteurs. La surchauffe a provoqué une surpression et une réaction chimique (électrolyse de l'eau de refroidissement) dégageant de l'hydrogène. Les techniciens ont alors relâché de la vapeur, pour éviter une explosion de la cuve. Cette vapeur est chargée de nucléotides radioactifs, provenant de la dégradation des gaines qui enveloppent les barres de combustible. L'hydrogène a explosé dans plusieurs des

six réacteurs, ouvrant des brèches dans les installations, et la vapeur s'est répandue dans l'environnement. En parallèle, les barres usagées ont aussi manqué d'eau et se sont mises à fondre.

### Comme à Tchernobyl ?

L'eau douce étant indisponible suite au tsunami, les techniciens ont utilisé l'eau de la mer toute proche pour refroidir les piscines et les réacteurs. Plusieurs spécialistes américains ont parlé d'"acte de désespoir", car personne ne connaît les conséquences de l'utilisation à cette fin d'une eau chargée en sels. Selon eux, cela évoque les vaines tentatives d'éviter la fonte du cœur du réacteur à Tchernobyl, lorsque les employés de la centrale et des "liquidateurs" héroïques se sont mis à déverser du sable et du béton sur le réacteur, ce qu'ils ont payé de leur vie. A l'heure où nous écrivons, la radioactivité mesurée à 80 km de Fukushima est d'ores et déjà plus de 400 fois supérieure aux normes autorisées.

Comme le dit un communiqué du réseau français "Sortir du nucléaire", "les informations accréditent un niveau de radioactivité dramatiquement élevé dans un périmètre étendu autour de la centrale, dont les conséquences sanitaires ne pourront être que très graves". Ne croyons pas que la distance nous mette à l'abri des retombées: le précédent de Tchernobyl a montré qu'un nuage

radioactif peut contaminer des régions très vastes. Tout dépend de la violence avec laquelle les particules sont envoyées dans l'atmosphère. En cas de très forte explosion, les nucléotides peuvent être propulsés au niveau des jet-streams, ces vents violents qui règnent à haute altitude. Si cela devait se produire, les retombées pourraient affecter des régions très éloignées de Fukushima.

### Deux questions angoissantes

La radioactivité observée jusqu'à présent (18 mars) provient essentiellement de deux éléments: l'Iode 131 et le Césium 137. Tous deux sont extrêmement cancérigènes, mais le premier a une durée de vie dans l'atmosphère de 80 jours environ, tandis que le second reste radioactif pendant quelque 300 ans. Dimanche 13 mars, plus de 200.000 personnes étaient évacuées. Les autorités décrétaient une zone d'exclusion de 20 kilomètres autour de Fukushima. Insuffisante: le gouvernement US recommandait à ses ressortissants de rester à plus de 80 km de la centrale ! L'information précise fait défaut: la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco) et les autorités japonaises cachent plus que probablement une partie de la vérité. Les deux questions les plus angoissantes qui se posent sont de savoir si les fusions des barres sont maîtrisées ou si elles continuent, d'une part, et si les structures de confinement où se trouvent

les cuves tiendront le coup, d'autre part.

Le pire serait la fusion du cœur du réacteur N°3. En effet, le combustible qui y est utilisé est le MOX, un mélange d'oxydes d'uranium appauvri et de plutonium 239. Ce plutonium 239 est en fait un déchet recyclé du fonctionnement des centrales classiques à l'uranium enrichi. Sa radioactivité est extrêmement élevée et sa "demi-vie" (le nombre d'années nécessaires à la diminution de moitié de la radioactivité) est estimée à 24.000 ans. Les Japonais connaissent bien cet élément et ses redoutables conséquences: la bombe thermonucléaire larguée sur Nagasaki, à la fin de la seconde guerre mondiale, était à base de Plutonium 239...

### Un risque inacceptable

Après la catastrophe de Tchernobyl, les défenseurs du nucléaire ont expliqué que la mauvaise technologie soviétique, des normes de sécurité insuffisantes et la nature bureaucratique du système étaient à la base de l'accident. A les croire, rien de semblable ne pouvait se produire avec les centrales basées sur la "bonne" technologie capitaliste, surtout pas dans nos pays "démocratiques" où le législateur prend toutes les mesures de sécurité nécessaires, à tous les niveaux. On voit aujourd'hui que ce discours ne vaut pas tripette.

Le Japon est un pays de très haute technologie. Bien conscientes du risque sismique, les autorités nippones ont

imposé des normes sévères pour la construction des centrales. Fukushima comportait même un double dispositif de sécurité, avec certains groupes électrogènes alimentés au fuel, et d'autres fonctionnant sur batteries. Rien n'y fit, parce que la technologie la plus sophistiquée et les normes de sécurité les plus strictes ne donneront jamais une garantie absolue, ni face aux catastrophes naturelles, ni face aux possibles actes criminels de terroristes insensés (sans compter les erreurs humaines toujours possibles). On peut réduire le risque des centrales nucléaires, on ne peut pas le supprimer totalement. Si on le réduit relativement mais que le nombre de centrales augmente, comme c'est le cas actuellement, le risque absolu peut augmenter.

Il est très important de dire que ce risque est inacceptable parce qu'il est d'origine humaine, qu'il est évitable, et qu'il est le résultat de décisions d'investissement prises par des cercles restreints, en fonction de leurs profits, sans véritable consultation démocratique des populations. Ecrire que "les accidents (sic) nucléaires au Japon sont loin d'avoir fait autant de victimes que le tsunami", comme le fait par exemple l'édition du *Soir* (14 mars), escamote la différence qualitative entre une catastrophe naturelle inévitable et une catastrophe technologique parfaitement évitable. Ajouter que "à l'instar de tout processus

industriel complexe, la production d'énergie à partir de l'atome comporte une part importante de risque" (idem) escamote en plus la spécificité du risque nucléaire, qui est notamment que cette technologie a le potentiel de rayer l'espèce humaine de la Terre. Il faut traquer sans relâche les propos de ce genre, qui traduisent les pressions colossales exercées à tous les niveaux par le lobby de l'atome.

### Sortir du nucléaire !

Tchernobyl a fait au moins 16.000 morts, probablement beaucoup plus. Espérons que ce scénario catastrophe nous sera épargné, le bilan sera déjà assez horrible sans ça. Mais soyons bien conscients du fait qu'il pourrait (aurait pu?) se produire. Et tirons-en la conclusion: il faut sortir du nucléaire, totalement et au plus vite.

Sortir non seulement du nucléaire civil mais aussi du nucléaire militaire (les deux secteurs sont inextricablement liés). C'est parfaitement possible techniquement, et il convient de rappeler au passage que, si l'efficacité du nucléaire militaire est "remarquable", celle du nucléaire civil est très médiocre (deux tiers de l'énergie est dissipée sous forme de chaleur). Mobilisons-nous en masse, partout, dans le monde entier. Descendons dans la rue, occupons des lieux symboliques, signons des pétitions. Manifestons notre refus catégorique par tous les moyens possibles,

individuellement et collectivement. Créons une vague d'indignation et d'horreur telle que les pouvoirs en place seront obligés de suivre notre volonté. Il en, va de notre vie, de la vie de nos enfants, de la vie tout court.

N'accordons aucun crédit aux gouvernements. Au pire, ils prétendent que la cause de la catastrophe de Fukushima – le tsunami les plus violent depuis un millénaire environ – est "exceptionnelle", donc unique, que des séismes de cette magnitude ne menacent pas d'autres régions du monde, etc. Comme si d'autres causes exceptionnelles, donc uniques (la chute d'un avion, une attaque terroriste...), ne pouvaient pas provoquer des catastrophes analogues, dans d'autres régions!

Au mieux, les gouvernements lâchent du lest, annoncent une vérification des normes de sécurité, ou un gel des investissements, ou un moratoire sur les décisions de prolongement des centrales existantes, voire même la fermeture des installations les plus vétustes. C'est la ligne adoptée de la façon la plus spectaculaire par Angela Merkel, qui vient de tourner à 180° sur la question. Le risque est grand que, dans la plupart des cas, ces promesses visent avant tout à rassurer les populations, sans renoncer radicalement au nucléaire.

Les gouvernants veulent endormir notre peur. Or, celle-ci est plus que légitime. En France, pays leader dans le

photomontage: Little Shiva





## Révolution au Maghreb et au Moyen-Orient

## Un tsunami démocratique

✦ par Jean Peltier

**On peut le dire, on peut le répéter, et ce sera toujours aussi vrai: absolument personne ne s'attendait fin 2010 à ce que le suicide par le feu dans une petite ville provinciale de Tunisie d'un jeune diplômé, transformé par le chômage en vendeur ambulancier racketté par la police, débouche sur un mouvement de masse tellement puissant qu'il a contraint le président-dictateur Ben Ali à s'enfuir lamentablement trois semaines plus tard. Et encore moins à ce que ce soulèvement populaire en Tunisie soit l'épicentre d'un tsunami démocratique qui, en trois mois, a atteint l'ensemble du monde arabe, de la Mauritanie à l'Irak, abattu un autre président-dictateur qui semblait indéboulonnable (Moubarak en Egypte), fait vaciller plusieurs pouvoirs (Yémen, Bahreïn,...) et provoqué une intervention militaire occidentale en Libye.**

Essayer de comprendre pourquoi et comment le monde arabe s'est embrasé et – surtout – comment et à quelles conditions cette "révolution arabe" peut déboucher sur une véritable révolution démocratique et sociale en profondeur est le but de ce dossier.

Ce n'est pas la première fois que de telles "réactions en chaîne" se produisent. En 1989, il n'avait fallu que cinq mois pour que s'écroulent la quasi-totalité des régimes bureaucratiques verrouillés d'Europe de l'Est. L'année suivante, un même vent de liberté avait conduit à la chute d'une série de dictateurs en Afrique de l'Ouest.

Mais la "révolution arabe" actuelle frappe quand même par sa vitesse et son ampleur. Bien sûr, elle est favorisée par l'unité de langue (l'arabe), de religion (l'islam) et d'histoire (pendant 12 siècles, la grande majorité du monde arabe a été unie au sein d'empires arabes puis de l'empire ottoman).

Toutefois, cette unité a été brisée aux 19e et 20e siècles par la colonisation (essentiellement française et anglaise) qui a fractionné le monde arabe. Les luttes anticoloniales dans les années 1950-'60 ont touché toute la région

mais ont abouti à la création d'Etats indépendants sur base de ces découpages coloniaux. Les quelques tentatives ultérieures d'unification entre Etats ont échoué et la Ligue arabe n'a jamais réussi à unifier la région. Politiquement, les conquêtes démocratiques nées des luttes anticoloniales ont rapidement cédé le pas à l'instauration de régimes dictatoriaux. Les rivalités mondiales entre les USA et l'URSS ont conduit ensuite à un fractionnement politique supplémentaire entre régimes pro-occidentaux et régimes "nationalistes" se réclamant parfois d'un "socialisme" très étatiste et très autoritaire, alignés avec plus ou moins de force et de conviction sur l'Union soviétique.

C'est la mondialisation de l'économie, et son accélération depuis la chute de l'URSS il y a vingt ans, qui a créé une nouvelle base pour les mouvements actuels. Privés des bénéfices et de la protection qu'ils tiraient du soutien de l'URSS, les régimes nationalistes se sont, à leur tour, insérés dans l'économie mondiale et le commerce international, ont accueilli les multinationales, privatisé leurs économies... Aujourd'hui, les diverses économies nationales du monde arabe se sont en partie spécialisées en fonction de leurs ressources – pétrole, industrie, finances, tourisme – mais toutes obéissent aux mêmes règles et aux mêmes contraintes déterminées par ceux qui dirigent l'économie mondiale.

Sous l'impact de la mondialisation, les sociétés se sont transformées en profondeur, mais sans résoudre les énormes problèmes sociaux. Une grande partie de la population rurale est venue gonfler les villes et leurs bidonvilles. Des industries se sont développées et avec elles, une classe ouvrière nationale ou importée d'Asie (comme dans les monarchies pétrolières du Golfe ou en Libye) mais le chômage réel reste énorme. L'enseignement a progressé mais une grande partie de la jeunesse diplômée se retrouve sans perspectives d'emploi. Partout les inégalités sociales se sont fortement creusées. Plus que jamais, l'extrême richesse côtoie la pauvreté – et même l'extrême pauvreté.

A cela s'ajoutent partout la corruption

et le pillage des richesses par les clans au pouvoir qui bloquent l'avenir du pays et des jeunes. Les compromissions avec l'impérialisme et le sionisme, l'autoritarisme et la répression de ces régimes ont provoqué une immense soif de liberté et un sentiment de révolte contre toutes ces injustices et humiliations. Une révolte qui s'est cristallisée dans la conscience des masses autour de la récupération de la "dignité".

La crise économique de 2008 a encore accru tous les problèmes de chômage et de misère. Les produits de base de l'alimentation ont connu une hausse vertigineuse. Sous la surface maintenue immobile par une répression impitoyable, le mécontentement a grandi, venant parfois crever la surface lors de grèves illégales et d'émeutes, comme ce fut le cas ces dernières années en Tunisie, en Egypte, en Algérie... Jusqu'à l'explosion en ce début d'année 2011. ■



photo: Guy Van Sijney

secteur de l'énergie nucléaire, les réacteurs ne respectent pas les normes sismiques de référence. Selon le Réseau "Sortir du nucléaire", EDF est allé jusqu'à falsifier les données sismologiques pour éviter d'avoir à le reconnaître et d'investir au moins 1,9 milliard d'euros afin de mettre les réacteurs aux normes. En Belgique, le plan d'urgence nucléaire ne prévoit qu'une zone d'évacuation de 10 km autour des installations, ce qui est totalement insuffisant. La prolongation de la vie des installations est une autre source d'inquiétude. On mise sur 50 ans, alors que, au-delà de 20 ans, les incidents se multiplient: du fait de leur vieillissement, dix-neuf des réacteurs français présentent des anomalies non résolues sur les systèmes de refroidissement de secours... ceux qui ont fait défaut au Japon.

Le débat sur le nucléaire n'est pas avant tout technique mais politique. C'est un débat de société qui pose en définitive un choix de civilisation. Car voici le problème: le capitalisme ne peut tout simplement pas renoncer à court terme à l'énergie atomique. Système congénitalement productiviste, il ne peut se passer de croissance de la production matérielle, donc de ponctions accrues sur les ressources naturelles. Les progrès relatifs de l'efficacité dans l'utilisation de ces ressources sont réels, mais plus que compensés par l'augmentation absolue de la production.

Vu l'autre menace majeure qui pèse – celle des changements climatiques –, vu les tensions physiques sur l'approvisionnement en combustibles fossiles (et les tensions politiques: les révolutions!), la question de l'énergie est vraiment la quadrature du cercle pour ce système boulimique. C'est pourquoi toutes les réponses capitalistes au défi climatico-énergétique font appel à des technologies d'apprentis sorciers, dont le nucléaire est le fleuron. Le scénario "Blue Map" de l'Agence Internationale de l'Energie est révélateur: il propose de multiplier le parc nucléaire par trois d'ici 2050, ce qui impliquerait de construire chaque semaine une centrale de un Gigawatt. De la folie pure et simple.

### Un choix de société

En définitive, la seule solution réaliste est d'oser l'impossible: avancer la perspective d'une société qui ne produit pas pour le profit mais pour la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, dans le respect prudent des limites naturelles et du fonctionnement

des écosystèmes. Une société où, les besoins fondamentaux étant satisfaits, le bonheur humain se mesurera à l'aune de ce qui en fait la substance: le temps libre. Le temps pour aimer, jouer, jouir, rêver, collaborer, créer, apprendre.

Le chemin vers cette alternative indispensable ne passe pas avant tout par le repli sur soi dans des comportements écologiquement responsables (indispensables par ailleurs), mais par la lutte collective et politique pour des revendications ambitieuses certes, mais parfaitement réalisables, telles que:

– la réduction radicale et collective du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et réduction drastique des cadences. Il faut travailler moins, travailler tous et produire moins;

– la suppression de cette masse incroyable de productions inutiles ou nuisibles, visant soit à gonfler artificiellement les marchés (obsolescence des produits), soit à compenser la misère humaine de nos existences, soit à réprimer celles et ceux d'entre nous qui se révoltent contre celle-ci (fabrication d'armes). Avec reconversion des travailleuses et travailleurs occupés dans ces secteurs;

– la nationalisation sans indemnité des secteurs de l'énergie et de la finance. L'énergie est un bien commun de l'humanité. Sa réappropriation collective en rupture avec les impératifs du profit est la condition indispensable d'une transition énergétique juste, rationnelle et rapide vers les sources renouvelables. Cette transition demandera par ailleurs des moyens considérables, qui justifient amplement la confiscation des avoirs des banquiers, assureurs, et autres parasites capitalistes;

– l'extension radicale du secteur public (transports publics gratuits et de qualité, entreprise publique d'isolation des logements, etc.) et le recul tout aussi radical de la marchandise ainsi que de l'argent: gratuité des biens de base tels que l'eau, l'énergie, le pain, jusqu'à un niveau correspondant à une consommation raisonnable.

Le capitalisme est un système de mort. Puisse Fukushima fouetter notre désir d'une société écosocialiste, une société des producteurs et des productrices librement associé(e)s dans la gestion prudente et respectueuse de notre belle planète, la Terre. Car nous n'en avons qu'une. ■

## Appel à une manifestation nationale: Dimanche 24 avril 2011

Rassemblement à partir de 14h à la gare de Bruxelles Nord

## NUCLEAIRE, C'EST FINI

Après Three Mile Island et Tchernobyl, la catastrophe de Fukushima achève de démontrer que l'industrie nucléaire met en danger la sécurité des gens et l'avenir de la vie sur cette planète.

### NOUS EXIGEONS :

– la sortie pure et simple du nucléaire aussi rapidement que possible et au minimum dans le respect des dispositions légales actuelles;

– l'élaboration démocratique d'un plan pour la transition socialement juste et écologiquement responsable vers une économie basée exclusivement sur les renouvelables.

GDF-SUEZ ET ELECTRABEL DOIVENT PAYER

Nous exigeons une taxation maximale de la rente nucléaire, dont les montants doivent servir à la transition vers les renouvelables.

NO NUKES!



# Le rôle clé de la classe ouvrière en Tunisie et en Égypte

✦ par Ataulfo Riera

Tant en Tunisie qu'en Égypte, la majeure partie des médias a focalisé l'attention sur le rôle de la jeunesse et des classes moyennes utilisant Internet et ses "réseaux sociaux". Cette image, qui ne correspond que partiellement à la réalité, occulte surtout le rôle décisif joué par les travailleurs en tant que classe dans la fuite de Ben Ali et dans la poussée finale pour mettre Moubarak hors circuit en Égypte, ainsi que les profondes aspirations sociales de ces processus révolutionnaires.

Dans ces deux pays, ce sont des mouvements de lutte des salarié-e-s, dans le bassin minier de Gasfa en Tunisie en 2008 et dans les usines textiles de Mahalla en 2006 en Égypte, qui avaient pavé la route pour les révolutions en cours aujourd'hui.

## En Tunisie, reprendre le contrôle du syndicat

En Tunisie, le syndicat UGTT (Union Générale des Travailleurs de Tunisie) compte 500.000 affiliés et joue pratiquement le rôle d'un parti politique ouvrier de masse. Malgré la collaboration ouverte de sa direction vis-à-vis de la dictature de Ben Ali, la base du syndicat et ses sections régionales et locales ont par contre joué un rôle moteur dans l'animation et la coordination du mouvement de révolte qui a éclaté en décembre 2010. Dans certaines localités, c'est le syndicat qui a pris l'initiative de manifestations et dirigé le mouvement, ses locaux servant de point de départ pour les manifestations. Aujourd'hui, dans la ville minière de Redeyef, c'est le local de l'UGTT qui est le véritable siège du pouvoir. La police et la plupart des autorités ayant fui, la ville est auto-gérée par des Conseils populaires...

Dans d'autres localités, les travailleurs et les syndicalistes de base ont manifesté devant les sièges locaux de l'UGTT

afin d'exiger la grève générale. S'appuyant sur la mobilisation populaire, l'aile gauche du syndicat a pu vaincre l'orientation de la direction, tentée de servir de planche de salut au dictateur, et a fait basculer l'UGTT en faveur de la révolution. C'est elle qui a poussé le comité exécutif du syndicat à soutenir les premières grèves générales régionales et à appeler à la grève générale à Tunis pour la journée du 14 janvier, qui a vu la fuite du dictateur. Comme le souligne Fathi Chamkhi, militant anticapitaliste et altermondialiste, "Très bien implantée au sein des différentes structures de l'UGTT, la gauche révolutionnaire, malgré ses faiblesses et ses divisions, a joué un rôle déterminant dans ce changement d'orientation."

Juste après la fuite de Ben Ali, c'est une fois de plus la base syndicale qui a forcé le retrait des trois ministres UGTT présents dans le premier gouvernement provisoire de Ghannouchi. La direction du syndicat a ensuite tenté de reprendre le contrôle en reconnaissant la "légitimité" de ce gouvernement "remanié". Mais — à nouveau sous la pression de sa base et de puissantes mobilisations, et dans un contexte de très nombreux mouvements de grève qu'elle ne contrôlait pas — la direction de l'UGTT a été forcée fin février de pousser vers la sortie le Premier ministre issu de l'ancien régime. Cela a ouvert la voie à un processus de convocation d'une Assemblée constituante.

## En Égypte, construire un nouveau syndicalisme indépendant

Tout comme en Tunisie, le processus actuel en Égypte a été préparé par plusieurs vagues de luttes ouvrières. La solidarité avec ces grèves est d'ailleurs à l'origine du Mouvement du 6 avril



qui a joué un rôle important dans le démarrage de la révolution du 25 janvier 2011. Comme l'explique le blogueur et militant socialiste révolutionnaire égyptien Hossam el-Hammalawy: "Les travailleurs ont organisé la vague la plus longue et la plus soutenue de grèves dans l'histoire de l'Égypte depuis 1946, partie de la grève à Maballa en décembre 2006. Chaque jour durant les trois dernières années, il y a eu une grève dans une usine. Ces grèves n'étaient pas seulement économiques, elles étaient aussi de nature politique. (...) Depuis le premier jour de notre soulèvement, la classe ouvrière a participé aux manifestations. Mais les travailleurs y participaient en tant que "manifestants" et non nécessairement en tant que "travailleurs" - ce qui veut dire qu'ils n'étaient pas impliqués de façon indépendante."

Mais à partir du 6 février, avec l'appel au retour à la normalité et au travail martelé par le régime lui-même, un tournant a commencé à s'opérer avec l'entrée progressive du prolétariat égyptien sur la scène des événements. L'une après l'autre, plusieurs villes du pays ont vu s'engager des grèves et des occupations d'entreprises. Comme dans toute lutte ouvrière contre une dictature, les revendications sociales pour les salaires, les conditions de travail sont étroitement liées

photo: Guy Van Sinooy

photo: Jean Peltier

aux demandes pour les libertés syndicales et démocratiques, contre un régime corrompu et parasitaire qui accapare au profit d'une élite minoritaire les richesses, plongeant dans la misère l'immense majorité de la population.

A partir du 9 février, la vague de grève s'est généralisée dans tout le pays, avec un rôle actif joué par les trois premiers syndicats indépendants du régime (ceux des collecteurs d'impôts, des techniciens de la santé et des retraités), qui ont créé le 30 janvier la première Fédération égyptienne des syndicats indépendants. Mais ce qui aura sans doute été le plus déterminant dans la chute de Moubarak, c'est le mouvement de grève initié le 10 février par les travailleurs de la Compagnie du Canal de Suez dans les villes de Suez, Port-Saïd et Ismaïlia Or, le canal de Suez est une source vitale de devises étrangères pour l'Égypte et un million et demi de barils de pétrole y transitent quotidiennement. Sa fermeture aurait forcé les cargos à faire le tour de l'Afrique et donc à rallonger leur voyage, ce qui aurait eu un impact sur les prix du pétrole et tous les échanges commerciaux en Europe et dans le monde.

## Quelles perspectives?

Tout comme en Tunisie, et malgré l'opposition de la junte militaire au pouvoir et des classes aisées, la chute de Moubarak a provoqué une explosion de luttes sectorielles, d'autant plus fortes qu'elles ont été pendant très longtemps contenues et étouffées par l'absence de liberté syndicale. Ces luttes ouvrières, dans lesquelles les militant-e-s anticapitalistes jouent un rôle important et posent la question de la création d'un parti ouvrier de masse indépendant, exacerbent à leur tour les contradictions de classe entre les tenants d'une révolution démocratique et sociale qui aille jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des exigences populaires, et les secteurs bourgeois ou petits-bourgeois qui veulent au contraire y mettre un terme le plus rapidement possible.

Ces deux processus révolutionnaires ont remporté une première victoire magnifique mais ils sont encore largement inachevés. Les régimes "de transition" ne peuvent ni ne veulent satisfaire l'ensemble des exigences démocratiques et sociales. Pour avancer de manière décisive, il faut que cette auto-organisation des luttes — encore embryonnaire mais déjà bien réelle — se développe, se généralise et se centralise jusqu'à permettre la prise du pouvoir par les travailleurs-euses. ■

# Un coup de pouce pour l'antiracisme

✦ par Jean Peltier

Si le mouvement de solidarité avec les révolutions du Maghreb est resté jusqu'ici assez faible en Europe, c'est en grande partie parce qu'il vient buter sur un climat de xénophobie anti-arabe et d'islamophobie qui a creusé le fossé entre "nationaux" et "immigrés".

Dès le début de la crise économique des années '70, c'est en dénonçant "les immigrés qui prennent les emplois, les allocations et les logements" de la population locale que l'extrême-droite a commencé à se refaire une santé. Mais depuis le 11 septembre 2001, les attentats d'Al Qaïda et des autres groupes islamistes intégristes ont donné un impact beaucoup plus large au racisme anti-arabe et à l'islamophobie. Et cette fois, le ton n'a plus été donné par des nostalgiques de la colonisation et du fascisme, mais carrément par les pouvoirs en place. Les vieilles rengaines sur les "dangers du communisme" ont cédé la place aux sirènes du "choc des civilisations" dans lequel les valeurs démocratiques et humanistes de nos belles sociétés occidentales seraient attaquées par un islam intolérant, violent et conquérant.

Une nouvelle droite dure et populiste s'est développée un peu partout en Europe en exploitant au maximum la peur et la haine de l'islam. Et elle pèse de plus en plus sur la droite classique, qui tente de

recupérer son électorat en durcissant les lois et les attaques contre l'immigration "illégal", les sans-papiers, les femmes voilées, ... Au final, Arabes et musulmans sont victimes d'un climat où ils sont sommés de justifier en permanence leur "compatibilité" avec nos sociétés et nos cultures.

Ce climat pèse tellement — y compris dans la gauche — que les soulèvements populaires dans le monde arabe ont souvent été ressentis comme un nouveau risque de progression de l'islamisme radical. Contre toute évidence, parce que partout, les revendications mises en avant étaient avant tout démocratiques et sociales, et non pas religieuses.

Et pourtant, ces révolutions offrent un énorme bol d'air à tous ceux qui luttent contre le racisme et pour l'unité des travailleurs quelle que soit leur origine nationale ou leur religion. Elles peuvent permettre de changer le regard porté ici sur ces peuples — et par ricochet sur les Arabes et les musulmans vivant chez nous — de faire reculer l'islamophobie et le racisme et de construire une vraie solidarité de classe entre travailleurs.

Mais pour cela, il faut d'abord que la gauche affiche de manière claire et décidée sa solidarité avec les révolutions populaires du monde arabe et répande leur message dans la population et le mouvement ouvrier. ■





# Les femmes en première ligne

↳ par Céline Caudron

**Remarquée et remarquable, la présence des femmes en première ligne des mouvements sociaux, démocratiques et révolutionnaires du monde arabe en a interpellé plus d'un-e.**

D'une part, leur implication active dans ces processus est un brillant pied-de-nez aux stéréotypes sexistes et racistes profondément ancrés, plus ou moins conscients et plus ou moins assumés. Rien que ça secoue et constitue un formidable bol d'air pour les luttes féministes, antiracistes et anti-impérialistes au-delà des frontières.

D'autre part, incontournables dans les luttes, elles imposent la nécessité d'intégrer pleinement les revendications féministes pour la poursuite des processus révolutionnaires en cours. Ainsi, elles actualisent et concrétisent un adage connu: "Pas de révolution sans libération des femmes; pas de libération des femmes sans révolution".

## Oser briser les tabous

Il n'y a en soi rien de surprenant à ce qu'au moins une partie de la moitié féminine du peuple prenne activement part aux processus révolutionnaires. Au contraire, subissant à la fois l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale, sans oublier le racisme et l'impérialisme pour la plupart, les femmes sont potentiellement parmi les plus enclen-és à la révolte. Asma Mahfouz, jeune internaute égyptienne, incarne très bien cette révolte. Son appel poignant, largement visionné sur internet, a certainement achevé de convaincre certain-e-s de ses compatriotes de rejoindre la place Tahrir aux heures cruciales qui ont mené à la chute de Moubarak.<sup>1</sup>

Mais les femmes sont aussi parmi celles – et ceux – qui doivent surmonter le plus d'obstacles pour franchir le pas, tenir bon et obtenir des droits sociaux et démocratiques effectifs. En Lybie ou au Yémen, elles ont particulièrement dû briser les tabous pour manifester et s'exprimer ouvertement dans les rues. Comme le souligne la militante yéménite Tawakoul

Karman "La révolution vise avant tout à renverser le régime. Mais elle a aussi permis de venir à bout de traditions archaïques, selon lesquelles une femme devait rester à la maison et en dehors de la politique".

Evidemment, les révolutions se construisent entre autres avec et par les femmes. Evidemment, il n'a pas fallu la déferlante révolutionnaire de début 2011 pour que les femmes du Maghreb et du Moyen Orient s'engagent dans les luttes féministes, sociales et démocratiques. Par exemple, en Tunisie, les femmes avaient déjà obtenu par leurs luttes le droit à l'avortement en 1961 (trente ans avant la Belgique donc). Mais, malgré leur courage et leur détermination, les femmes révolutionnaires, et d'autant plus celles "du Sud", sont les premières "oubliées" de la mémoire collective.

## Pour le peuple et pour les femmes

Ainsi, lorsque certaines remontent au créneau des révolutions sous les feux des projecteurs, elles interpellent. Elles réduisent en miettes la ridicule image d'Epinal de "la femme" docile, soumise et impuissante. Lorsque ce sont les femmes du Maghreb et du Moyen Orient qui le font, avec ou sans foulard ou niqab, elles anéantissent en même temps les théories abjectes du "choc des civilisations" selon lesquelles les peuples musulmans seraient quasi génétiquement voués aux dictatures et les musulmanes irrémédiablement "soumises" et impuissantes face à un machisme exacerbé. En prenant elles-mêmes en main leur émancipation, elles mettent également en échec les tentatives d'instrumentalisation du féminisme, du genre de celles qui prétextaient une soi-disant libération des femmes pour légitimer la guerre en Afghanistan.

En plus de transmettre jusqu'au-delà des frontières leur souffle chargé d'inspiration et d'appuis pour les luttes féministes, antiracistes et anti-impérialistes, les femmes jouent bien sûr un rôle essentiel pour l'approfondissement et l'élargissement des processus



manif au Maroc

révolutionnaires en cours dans le monde arabe. Comme elles l'ont démontré le 29 janvier en Tunisie ou le 8 mars sur la place Tahrir en Egypte, elles se battent non seulement pour les droits sociaux et démocratiques de l'ensemble du peuple, mais aussi pour leurs droits spécifiques en tant que femmes.

L'étendue des droits des femmes est bien sûr variable selon les pays de la région. Mais, inspirées et encouragées par l'énergie révolutionnaire de ces derniers mois, toutes revendiquent une amélioration de leur statut, via l'abolition de la tutelle parentale sur les femmes, le libre accès au travail, la fin des violences sexistes et des mutilations sexuelles, ...

Il va de soi que, si les revendications des femmes ne sont pas prises en compte dans les mouvements révolutionnaires en cours, ceux-ci n'ont aucune chance de mener à bien un changement radical de société. Il s'agit donc d'un défi majeur à relever, qui ne peut être remis à d'autres lendemains mais bien être saisi à pleines mains à l'heure où la révolution se construit. ■

1. [www.youtube.com/watch?v=A81YkrgKZWg&feature=related](http://www.youtube.com/watch?v=A81YkrgKZWg&feature=related) \n [blankwww.youtube.com/watch?v=A81YkrgKZWg&feature=related](http://blankwww.youtube.com/watch?v=A81YkrgKZWg&feature=related)

photo: Guy Van Sinooy

Extraits de la déclaration de la LCR sur l'intervention impérialiste en Libye

# A bas le régime de Kadhafi! Non à la guerre impérialiste! Soutien à la révolution libyenne!

**Au nom de la "protection des civils", la résolution n°1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU établissant une "zone d'exclusion aérienne" sur la Libye a déclenché une violente offensive aérienne contre ce pays de la part de plusieurs puissances impérialistes, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne en tête.**

Il est clair que l'impérialisme a été déstabilisé par ces processus populaires en cours et par les chutes de Ben Ali et Moubarak. L'offensive militaire en Libye est donc avant tout destinée à reprendre l'initiative et la main dans toute la région et à contrôler la vague révolutionnaire encore inachevée.

Sous le prétexte hypocrite de "soutenir la révolte du peuple libyen" contre le dictateur Kadhafi, les impérialistes tentent également de faire oublier leurs complicités récentes avec lui, comme avec Ben Ali et les Moubarak et de détourner l'attention des révoltes populaires dans les régimes dictatoriaux au Barheïn ou au Yémen qui sont ainsi réprimées dans le sang en toute impunité et dans l'indifférence la plus totale.

Outre qu'il est tout à fait naïf d'imaginer – ou de laisser croire – que les impérialistes étatsuniens, français ou anglais interviennent aujourd'hui en Libye au nom des droits de l'Homme et de la démocratie, leur action ne sert en aucun cas "objectivement" les intérêts de la révolution libyenne, elle vise au contraire à la mettre au pas, à la soumettre à leur volonté et à leurs seuls intérêts.

Non seulement ces attaques aériennes ne permettront pas d'éviter la répression et les tueries, mais elles vont au contraire en provoquer d'autres et alourdir le nombre de victimes innocentes. La "guerre propre et chirurgicale" est un mythe, il n'y a pas de "guerre humanitaire" possible de la part de l'impérialisme.

Piétinant une fois de plus les règles démocratiques les plus élémentaires, le gouvernement belge, ainsi que tous les partis traditionnels, se sont mis au garde à vous devant Paris, Londres et Washington. Il est inadmissible qu'un gouvernement "en affaire courantes" décide d'engager des forces militaires dans ce qui constitue une authentique guerre d'agression: la guerre n'est pas une "affaire courante"!

La LCR appelle donc à construire une mobilisation massive afin de rejeter dans la rue les bombardements impérialistes en Libye. Il faut exiger de nos gouvernements un embargo effectif et total sur la vente d'armes à Kadhafi, d'où qu'elles viennent, et sur le pétrole libyen, jusqu'à ce qu'un gouvernement légitime et démocratique assume le pouvoir. Notre solidarité pleine et entière va au peuple libyen, auquel il faut donner les moyens de se défendre en obtenant les armes dont il a besoin pour chasser le dictateur, conquérir la liberté et la démocratie. C'est le peuple libyen lui-même qui libérera ainsi son pays, sans devoir prendre une lourde hypothèque auprès des ex-mentors du tyran.

— **Stop aux bombardements impérialistes en Libye!**

— **Pas de participation belge à l'agression impérialiste!**

— **A bas la dictature de Kadhafi! Des armes pour l'insurrection libyenne!**

— **Troupes saoudiennes et Vle Flotte US, hors du Barheïn!**

— **Soutien aux révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient!**

— Le 21 mars 2011

## L'illusion d'une intervention "humanitaire"

Beaucoup de progressistes se sont dit qu'une intervention militaire occidentale permettrait d'empêcher l'armée de Kadhafi d'entrer à Benghazi, d'y massacrer les civils et d'écraser les révolutionnaires. Mais, une fois assurée la sauvegarde de Benghazi, quelles peuvent être les suites de l'intervention de la coalition occidentale?

Le calcul des "coalisés" est sans doute que les frappes aériennes permettront de détruire une grande partie du potentiel militaire de Kadhafi, d'ouvrir la voie à une reconquête du pays par les insurgés et d'aboutir ainsi à la chute du dictateur (par une victoire militaire des insurgés ou par son renversement par ses propres partisans). Mais d'autres scénarios sont aussi possibles, comme en témoignent d'autres interventions "humanitaires" dans un passé récent.

Il est possible que la situation se "gèle", les insurgés et le régime contrôlant chacun une partie du pays. La lutte risque alors de prendre la forme d'une guerre conventionnelle plutôt qu'une insurrection. Et il est possible que le régime de Kadhafi conserve, malgré les bombardements, suffisamment de ressources pour mener une guerre longue et meurtrière. La Libye risque de se trouver durablement divisée et plongée dans le chaos, à l'image de ce qui se passe depuis vingt ans en Somalie.

Il est également possible que la coalition ait pour but de faire tomber Kadhafi à n'importe quel prix mais que le régime soit capable de résister. La coalition devra alors briser tout l'appareil matériel de Kadhafi, ce qui signifiera des bombardements à répétition, voire une intervention militaire directe sur le terrain et une occupation durable du pays années pour y installer un régime pro-occidental "sûr". Avec à la clé un cortège de violences, de "bavures" et d'attentats comme l'ont connu et le connaissent encore l'Irak et l'Afghanistan?

Loin d'apporter une solution "humanitaire", l'intervention occidentale pourrait ainsi paver la voie à de nouveaux drames. ■



Castro et Chavez pataugent face à la révolution arabe

# Non, les ennemis de nos ennemis ne sont pas nos amis!

♦ par Ataulfo Riera

**La révolution arabe et la guerre en Libye constituent une épreuve de vérité pour l'impérialisme, mais aussi pour les forces de gauche et du mouvement ouvrier où dominent l'expectative, l'incompréhension, voire de la méfiance et de l'hostilité envers les processus populaires en cours en Afrique du Nord et au Moyen Orient.**

Tout comme l'impérialisme, les progressistes ont également été totalement pris au dépourvu par l'irruption des masses arabes. Beaucoup d'entre eux semblent toujours incapables de saisir la nature, la profondeur et l'unité du processus révolutionnaire et la formidable opportunité qu'il offre afin de modifier en profondeur les rapports de force à l'échelle planétaire entre le Capital et le Travail et face à l'impérialisme.

Certains mettent au contraire en doute leur caractère révolutionnaire, les réduisant à de simples "soulèvements" ou à des "mouvements démocratiques", arguant que "rien n'a changé". On oublie assez vite que la chute de Ben Ali et Moubarak, survenue il y a peu encore, représente pourtant un bouleversement gigantesque, que des soulèvements ont déjà eu lieu dans le passé mais qu'aucun n'a pu aller aussi loin. Seule la force d'un authentique processus révolutionnaire, pouvait balayer ces dictateurs aux pouvoirs absolus, appuyés sur l'impérialisme et de puissants appareils répressifs. En outre, un soulèvement ou une simple révolte "retombent" assez vite: en Tunisie et en Egypte, avec des hauts et des bas, la contestation populaire et les mobilisations se poursuivent toujours, malgré la chute des dictateurs...

Une révolution ne se réduit pas à un "Grand soir"; elle ne se confond pas avec le moment de l'insurrection, celui de la prise du pouvoir victorieuse par les masses révolutionnaires, balayant les derniers vestiges de l'ancien régime. La nature et l'aboutissement des révolutions en cours n'est pas non plus déterminée à

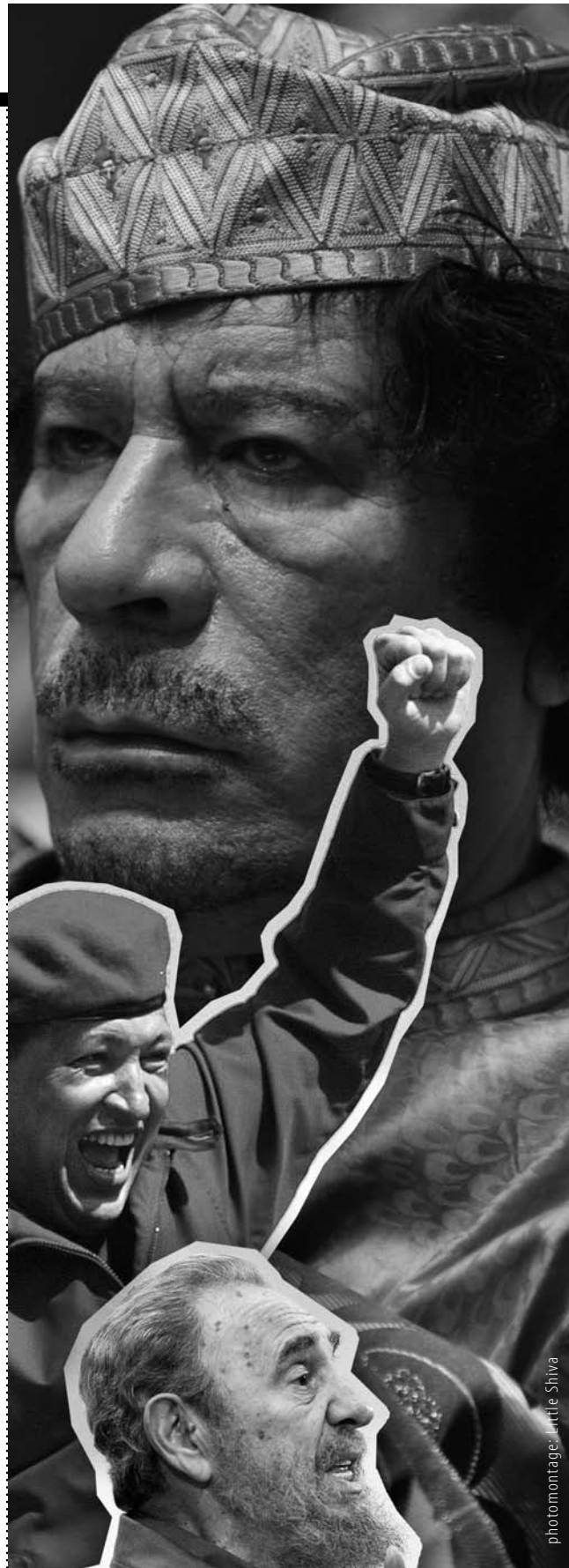
l'avance: c'est là au contraire qu'entre en ligne de compte de manière déterminante le rôle des organisations et des militant-e-s révolutionnaires, l'évolution de la conscience et de l'organisation de classe indépendante des masses, et la solidarité indispensable de la part des travailleurs et des forces progressistes du monde entier – solidarité qui fait malheureusement aujourd'hui cruellement défaut.

## Campisme

L'attitude adoptée par plusieurs partis communistes restés stalinien, par des "intellectuels critiques" ou par des gouvernements progressistes d'Amérique latine face à la révolution libyenne et à l'intervention militaire impérialiste n'est pas non plus étrangère à cette confusion.

Comme aux temps de l'existence du bloc soviétique où il fallait "choisir son camp" entre URSS "socialiste" et USA capitaliste, cette attitude repose sur une conception purement "campiste": "les ennemis de mes ennemis sont mes amis". Au nom de la realpolitik et en se refusant à voir que Kadhafi n'a strictement plus rien d'un "anti-impérialiste", certains arrivent à le défendre ouvertement ou à se taire et à fermer les yeux sur ses crimes au nom de la lutte contre "l'ennemi principal" impérialiste (dixit l'intellectuel belge Jean Bricmont).

Le président nicaraguayen Daniel Ortega avait ouvert le bal en apportant son soutien à Kadhafi, estimant qu'il était victime d'un "lynchage médiatique afin de faire main basse sur ses richesses pétrolières". A Cuba, Castro a laissé entendre que la déstabilisation du régime Kadhafi fait partie d'une stratégie de l'OTAN pour occuper la Libye. Le 25 février, le président vénézuélien Hugo Chavez déclarait: "Nous avons gardé un silence prudent parce qu'en premier lieu il y a beaucoup de désinformation, pas seulement dans le cas de la Libye, dans le cas de l'Égypte nous avons été très prudents", ce qui ne l'a pas empêché d'affirmer que "Nous soutenons le gouvernement de la Libye" et de comparer la situation au coup d'Etat



réactionnaire dont il a été victime en 2002. Mais, curieusement, ni Ortega, ni Chavez, ni Castro n'ont repris pas à leur compte la version officielle du régime libyen lui-même, selon laquelle ce n'est pas la CIA ni le Mossad, mais au contraire Al-Qaïda qui se cache derrière les "émeutes"...

Les premiers commentaires de l'envoyé spécial à Tripoli de la chaîne TeleSUR (financée par l'ALBA, l'Alliance bolivarienne des Amériques, composée par les pays à gouvernements progressistes: Venezuela, Bolivie, Equateur, Nicaragua...) se limitaient à assurer que tout était "normal" dans la capitale et que les manifestations étaient "de soutien à Kadhafi". Ce n'est que plus tard que la chaîne a rectifié un peu le tir avec les informations d'un autre correspondant depuis Benghazi donnant cette fois la parole aux opposants: "Les habitants de Benghazi demandent que les gouvernements de l'ALBA abandonnent Kadhafi et appuient la lutte révolutionnaire du peuple libyen".

Ainsi, le refus de ces gouvernements progressistes de soutenir le soulèvement populaire libyen, leur refus de condamner explicitement et sans ambiguïté la répression et les massacres exercés par le tyran, la façon dont Chavez a présenté son "ami Kadhafi" comme un "socialiste anti-impérialiste", son soutien indirect à celui-ci sous prétexte de réagir face à l'agression impérialiste, ou encore sa proposition de médiation afin de "ramener la paix" dans le pays – qui, si elle implique le maintien du dictateur, ne peut être que la paix des cimetières – tout cela a contribué à en déboussoler plus d'un.

Certes, il ne fait pas de doute que l'impérialisme souhaite profiter de la moindre occasion. Certes, il faut dénoncer sa double morale, qui condamne les victimes civiles en Libye, mais pas en Irak, en Afghanistan ou en Palestine. Certes, il faut dénoncer l'intervention militaire et les visées impérialistes. Mais tout cela ne justifie aucunement pour autant le soutien à un tyran sanguinaire, qui a justement offert une belle occasion à l'impérialisme de rétablir son équilibre et qui, en dépit de ses discours sur la soi-disant "révolution verte", est à la tête d'un système d'exploitation et d'un régime corrompu qui font partie du dispositif impérialiste de pillage de la région et de ses ressources.

## Occasion manquée

Les déclarations de Chavez ont évidemment provoqué une immense déception et un grand désarroi parmi les

masses arabes, où il jouissait d'une très forte popularité acquise depuis son opposition déclarée à la guerre et à l'occupation de l'Afghanistan en 2001 et de Irak en 2003, ainsi qu'à l'agression d'Israël contre le Liban en 2006 et au massacre perpétré par l'État sioniste contre la population de Gaza en 2009. Le plus grave étant que, à travers la figure de Chavez, c'est le prestige d'une alternative identifiée comme progressiste et voulant construire le "socialisme du XXIe siècle" qui risque d'être frappée d'un profond discrédit dans le monde arabe.

Comme le souligne le philosophe marxiste Santiago Alba Rico: "Les puissances néo-coloniales conspirent pour que rien ne change et, lorsqu'elles ne peuvent éviter l'effondrement, elles conspirent pour tenter d'utiliser les changements en leur faveur. Les choses auraient été bien plus difficile pour elles, y compris en Libye, si dès le début, toutes les forces de gauche avaient déclaré sans réserve leur soutien aux révolutions et aux peuples arabes, à leur soif de démocratie, de liberté et d'indépendance anticoloniale."

Le sociologue marxiste algérien Hocine Belaloufi abonde dans son sens. Selon lui, en Libye, "L'émergence de forces (anti-impérialistes et progressistes, NDLR) aurait été plus facile si un ou plusieurs régimes progressistes avaient soutenu la rébellion au lieu de laisser les impérialistes français, américains et anglais apparaître aux yeux de nombre de Libyens comme leurs amis désintéressés. En refusant de soutenir les insurgés voire en soutenant Kadhafi sous prétexte que les Américains étaient contre lui, ces régimes ont ouvert un boulevard politique dans lequel Sarkozy s'est engouffré."

Il est vital que tous les peuples en révolte du monde arabe – qui sont aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste – reçoivent le soutien actif de la part de l'ensemble des forces progressistes du monde. Ce n'est qu'ainsi que l'on écartera tout danger de récupération des processus révolutionnaires par des forces réactionnaires et pro-impérialistes. Et que l'on disputera efficacement à l'impérialisme sa prétention hypocrite à incarner – y compris par la guerre - les intérêts démocratiques de ces peuples. ■

## Conspirations?

On voit également fleurir aujourd'hui d'abracadabrantes "théories du complot", selon lesquelles, contre toute évidence, les événements dans le monde arabe, et particulièrement en Libye, seraient l'œuvre d'une vaste conspiration ourdie par la CIA et le Mossad (les services secrets israéliens) afin de garantir leurs intérêts dans la région.

But de cette manœuvre: liquider des dirigeants corrompus devenus des boulets et les remplacer par des dirigeants démocratiquement élus qui seraient moins contestés et donc plus fiables. Bref, "tout changer pour que rien ne change".

Selon ces théories fumeuses, tout était prévu, tout était écrit à l'avance par l'impérialisme. Les masses en révolte ne seraient ainsi que de vulgaires marionnettes aux mains de forces machiavéliques et toutes puissantes qui tirent les ficelles dans l'ombre, à Washington ou à Tel Aviv.

Outre le profond mépris pour les peuples de la région arabe qui se cache derrière ces théories "conspirationnistes" et leur surestimation de la force de l'impérialisme, elles ont également comme conséquence désastreuse de susciter la méfiance, la passivité ou l'absence de solidarité face aux processus en cours. Si les conspirations existent bel et bien, ce ne sont pourtant pas elles qui écrivent l'histoire présente; elles tentent au contraire de les réécrire, de soumettre à leur volonté des événements qui leur échappent et les dépassent largement. ■





# Quel avenir pour la révolution arabe?

par Jean Peltier

**Dans plusieurs pays, le soulèvement révolutionnaire massif a renversé le premier obstacle – les dictateurs et leurs proches. Mais d'autres obstacles de taille sont toujours dressés sur la voie qui conduit à une véritable libération démocratique et sociale.**

Ces dictateurs n'étaient en effet que le sommet – particulièrement visible – d'un système où le clan au pouvoir, via mille liens, contrôlait l'armée, la haute administration, les médias et une grande partie de l'économie. Ce contrôle, il ne l'exerçait pas uniquement par la contrainte. La grande bourgeoisie locale, les multinationales et les puissances occidentales trouvaient leur compte dans un système qui leur garantissait une main d'œuvre à bon marché.

## Contre-révolution...

Forcées et contraintes par la mobilisation populaire, bourgeoisies arabes et multinationales occidentales vont devoir apprendre à se passer de la stabilité que leur procuraient ces dictateurs... Elles peuvent encaisser le choc – pour autant que leur pouvoir économique et leur domination politique ne soient pas remises en cause.

Mais leur volonté de ne rien lâcher entre en collision avec les espoirs d'une vie meilleure qu'ont exprimés les masses populaires descendues dans la rue. Pour les millions de déshérités, une vie meilleure, ce n'est pas seulement être débarrassé des corrompus à la tête des entreprises et des administrations. Mais aussi avoir enfin un emploi, un salaire décent, une sécurité sociale, la liberté de pouvoir s'organiser... Et cela annonce de nouveaux affrontements de grande ampleur.

Même désorienté par la chute des dictateurs et les exigences démocratiques du mouvement populaire, le camp de la contre-révolution reste aujourd'hui le plus fort. La manière de reprendre le contrôle de la situation peut varier – répression brutale, intégration des dirigeants du mouvement population dans un régime "démocratisé" en surface, intervention

occidentale directe... – mais il est clair que partout les classes dominantes tentent et tenteront par tous les moyens d'étouffer les aspirations populaires.

Pour que les montagnes de la révolution n'accouchent pas d'une souris de réformes, le mouvement populaire va donc être contraint de poursuivre et de radicaliser son action, sans se laisser piéger par les fausses promesses des élites au pouvoir. De nouvelles questions vont ainsi se poser. "Si nous avons été capables de renverser un tyran, pourquoi accepterions-nous de continuer d'être sous-payés par nos patrons?" "Si nous avons chassé les corrompus de l'administration et du village, pourquoi accepterions-nous encore d'être traités comme des chiens par le propriétaire terrien?" "Si nous avons pu imposer des élections et une Assemblée Constituante, pourquoi est-ce que cette démocratie ne servirait pas à défendre nos revendications sociales et économiques?"

## ... ou révolution permanente

Pour donner une réponse à cette question, les classes populaires n'ont pas toutes les mêmes moyens en mains. Les paysans spoliés par les grands propriétaires peuvent s'emparer des terres pour se les répartir. Mais les travailleurs, eux, ne peuvent pas se répartir les machines de leurs usines pour les faire fonctionner à leur propre compte. Ils doivent continuer à travailler et à chercher des solutions ensemble. Par sa position dans la société, la classe des travailleurs salariés est, de toutes les classes sociales, celle qui a le plus intérêt à un changement démocratique suffisamment fort pour balayer tous les vestiges de l'ancien régime. Mais elle est aussi la seule qui a la force collective pour le faire.

Et, de ce fait, elle se trouve alors rapidement confrontée aux limites du capitalisme et doit impérativement se battre pour mener la révolution le plus loin possible.

Dans cette lutte, et par leur capacité à s'organiser collectivement, les travailleurs peuvent entraîner derrière eux les petits paysans, les étudiants, les petits commer-



Le Caire, février 2011

çants et toutes les classes opprimées de la société et leur donner ainsi une orientation politique unifiante. Ils auront aussi la possibilité de proposer une réorganisation complète de la société et de la production économique en fonction des besoins collectifs de la population et non plus des profits des capitalistes.

Commencée en Tunisie, la poussée révolutionnaire touche aujourd'hui l'ensemble du monde arabe. Il en ira de même de la contre-révolution. Une défaite locale pourrait entraîner un repli général. C'est pourquoi l'avenir de la révolution dans un pays ne se trouve pas uniquement dans l'approfondissement du processus dans ce pays. Face à un système capitaliste organisé – économiquement, politiquement et militairement – au niveau international, c'est dans la poursuite de la révolution au niveau international qu'est le salut.

Et là, nous aussi avons un rôle important à jouer. En développant la solidarité avec la révolution arabe. Mais aussi en apprenant à "parler arabe" dans nos luttes. Nous aussi, comme au Caire et ailleurs, nous pouvons avoir nos "Places de la Libération". ■

photo: Lionel Charrier

# Film: Made in Dagenham

par Francine Dekoninck

**Juin 1968. Rita est ouvrière à l'atelier de couture des sièges de voiture, à l'usine de Ford Dagenham, dans la banlieue de Londres. La direction a peu de considérations pour les ouvrières. Il pleut dans l'atelier, ce qui n'est pas un détail quand on connaît le climat des îles britanniques. Mais surtout les femmes sont sous-payées. A l'époque, elles gagnent 17 livres par semaine alors que le salaire des hommes est d'au moins 20 livres.**

Un beau jour de juin 68, les 186 ouvrières de l'atelier de couture partent en grève pour une augmentation de 6 pence l'heure (environ 1 livre par semaine). Rita prend la tête de la lutte. D'abord 24 heures de grève, ensuite une grève au finish



Les grévistes de Dagenham en 1968

où la revendication devient *equal pay* (salaire égal). "Petticoat army" ("l'armée des jupons") écrivent ironiquement les journaux de l'époque. Comme dans toutes les grèves où les femmes prennent leur sort en mains, les contradictions éclatent dans toutes les relations sociales, y compris dans le couple. Car on ne peut à la fois lutter à l'usine et être soumise au foyer. Le mari de Rita, lui-même ouvrier à Ford Dagenham, voit d'un bon œil la grève des femmes... tout en rappelant à son épouse qu'il ne lui reste plus qu'une seule chemise de propre.

La direction de Ford ne vient rien entendre: "Si on accepte cette revendication, nous devons l'appliquer dans le monde entier" déclarent cyniquement les patrons de la multinationale. Mais il y a d'autres

obstacles. Les bureaucrates syndicaux rechignent à soutenir l'égalité de salaire, l'un par crainte d'affronter les foudres du patronat, l'autre dans le souci de sauvegarder ses notes de restaurant.

Après 3 semaines de grève, toute l'usine est à l'arrêt car les Ford Cortina et Escort ne peuvent sortir des chaînes faute de sièges. Ford chiffre ses pertes à 8 millions de livres. Finalement, les ouvrières en grève acceptent de rencontrer la Secrétaire d'Etat à l'Emploi du gouvernement Wilson (travailleuse) qui persuade les femmes en grève de reprendre le travail en échange d'un salaire plus proche de celui des hommes. L'égalité formelle des salaires sera votée en 1970 (payer un salaire moindre pour une femme est illégal). Bien sûr en pratique, les inégalités subsistent.

Alors, même si vous n'allez qu'une fois par an au cinéma, courez voir *Made in Dagenham!* Pendant ce temps-là, votre mari fera la lessive... ■

## Et pourquoi pas la FN ?

Ce film fait évidemment penser à la grève des 3.000 ouvrières de la FN en 1966 qui a duré 12 semaines et qui a été une première en Europe. Malheureusement, hormis le documentaire en vidéo de Marie-Anne Thunissen (*Femmes-machines*, 1996), il n'existe pas de "grand" film qui passe dans les salles sur la grève historique des femmes de la FN. Il paraît pourtant que la Wallonie est devenue une terre de production cinématographique importante grâce à toute une série d'avantages fiscaux. Ohé, les frères Dardenne, Jaco Van Dormael, Stijn Coninx et autres collègues de la corporation, qu'est-ce que vous attendez? Ya du pain sur la planche!

# Livre: Rebelles et subversifs de chez nous

par Guy Van Simoy

"Des Gaulois jusqu'à nos jours" précise le sous-titre de cet ouvrage collectif publié sous la direction d'Anne Morelli. Alors que règne en Belgique un fatalisme généralisé, fatalisme d'autant plus renforcé depuis que nous n'avons plus de gouvernement, il est bon d'apprendre que des actions collectives on modifié le cours de l'Histoire de nos régions et que, de tous temps, notre sort est entre nos propres mains.

De la "résistance" des Gaulois aux grèves qui ont engendré notre système de protection sociale, en passant par les révoltes paysannes, urbaines, la contestation religieuse, les exemples de rebellions contre le pouvoir fort foisonnent.

Dix-sept historiens de renom, francophones et néerlandophones découvrent ces pages de lutte échappant à l'histoire officielle qui est toujours écrite par les classes dominantes. Ces pages ne manqueront pas de servir d'inspiration à celles et ceux qui luttent pour refuser l'exploitation et l'oppression.

Extrait de l'introduction: "Dans les programmes scolaires, on ne laisse place qu'aux révolutions étrangères incontestables: la Révolution française, la Révolution russe... Mais on en vient très vite à développer leur caractère immodéré, violent, radical, désespéré et à les présenter comme des catastrophes. L'exécution du roi, du tsar, des aristocrates prend ainsi plus de place que la souffrance sociale séculaire qui en a été la cause. La Terreur est davantage développée que la rupture libératrice. (...) La non-violence est aujourd'hui un des piliers de l'éducation dans notre pays comme dans bien d'autres et Gandhi est présenté aux jeunes comme un modèle universellement applicable. N'est-ce pas là, dans certains cas, une manière de prêcher la soumission et d'éviter les conflits sociaux et politiques?"

Voilà quelques considérations bien écrites qui ne peuvent que nous donner envie de lire la suite. ■

**Rebelles et subversifs de nos régions**  
Editions Couleur Livres, 288 pages, 24€





**la gauche**

**Sortir du nucléaire  
MAINTENANT!**

